

APERÇU₃ 20 DE LA SITUATION HUMANITAIRE 16 MONDIALE

APPEL DE FONDS CONSOLIDÉ

POUR SOUTENIR LES PERSONNES AFFECTÉES

PAR LES CATASTROPHES ET LES CONFLITS



Remerciements

La présente publication a été réalisée par le Service des partenariats et de mobilisation des ressources (PRMB) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

OCHA remercie toutes les organisations, les partenaires et les donateurs qui rapportent régulièrement auprès de son service de suivi financier en ligne, le Financial Tracking Service (FTS). C'est grâce à FTS que les financements contenus dans la présente publication ont pu être mis à jour.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelques opinions que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites. La ligne pointillée représente approximativement la Ligne de Contrôle de Jammu-et-Cachemire convenue entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et de Cachemire n'a pas encore été convenu par les parties. La frontière finale entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez-vous rapprocher de la Section d'appui à la mobilisation des ressources, PRMB, OCHA, sur rmss-ocha@un.org.

fts.unocha.org
www.humanitarianresponse.info/appeals
www.unocha.org/2016appeal



Assises sur un tapis à même le sol, de jeunes filles font leurs devoirs devant leur tente, dans le camp de réfugiés syriens de Kawergosk, à l'ouest d'Erbil, capitale de la région du Kurdistan.

UNICEF/ROMENZI

Certaines icônes sur la page 16 de cette publication sont sous licence générale Creative Commons Attribution 2.0. Ils sont attribués à Luis Prado, Aha-Soft, Alex Bu et Anbileru Adaleru. Les icônes originales peuvent être consultées en ligne sur le site Noun Project.



Avant-propos

Des catastrophes naturelles dévastatrices ont frappé le Népal et le Vanuatu cette année et une grave sécheresse a affecté le Guatemala et le Honduras. Mais les conflits armés ont représenté le facteur majeur de la prolongation des besoins humanitaires. Alors que l'année touche à sa fin, l'appel humanitaire mondial nécessite 20,1 milliards de dollars pour dispenser une assistance humanitaire salvatrice à plus de 87,6 millions de personnes réparties dans 37 pays, pour la plupart vivant dans une situation de conflit. Les crises se prolongent de plus en plus et les niveaux de déplacement sont sans précédent suite à l'absence de solutions politiques durables. Près de 60 millions de personnes, dont la moitié sont des enfants, ont dû fuir leur foyer à la suite de conflits et de violences. La brutalité et l'étendue des conflits en Irak, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen continuent d'affecter un nombre stupéfiant de personnes en soumettant le système humanitaire à une tension extraordinaire.

La crise syrienne, qui entre aujourd'hui dans sa cinquième année, continue de causer l'un des plus importants exodes de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale. Plus de 830.000 réfugiés et migrants ont pris la route de l'Europe en 2015. Plus de 50 pour cent de ces personnes fuient le conflit syrien dans lequel on estime que 250.000 personnes ont perdu la vie et plus 1,2 millions ont été blessées. Il incombe à la communauté internationale de rétablir la dignité et l'humanité de ces personnes et d'intensifier ses efforts pour trouver des solutions concrètes et durables à ces conflits, mais nous devons, entre temps, fournir une assistance vitale à ceux qui en ont besoin.

Le niveau de violence est indicible. Des millions de personnes sont piégées dans des zones de conflit où elles subissent des abus flagrants des droits humains. Au Yémen, quelque 4.500 civils auraient été tués ou blessés par des armes explosives au cours des sept premiers mois de l'année – plus que dans tout autre pays durant cette période. Et en Ukraine, le nombre de victimes de mines terrestres et d'engins non explosés le long de la ligne de front a augmenté de façon alarmante, tandis que les civils dépourvus de sources fiables de gaz ou d'électricité quittent des zones relativement sûres à la recherche de bois de chauffage en guise de combustible.

La violence dans le nord-est du Nigeria et dans les pays voisins a incité les gouvernements du Bassin du Lac Tchad à engager des activités militaires anti-insurrectionnelles. L'insécurité a causé des déplacements internes de masse (plus de 2 millions de personnes au Nigeria) et un afflux de réfugiés au Cameroun, au Niger et au Tchad – des pays déjà fragiles.

Les travailleurs humanitaires n'ont pas été épargnés par cette violence. Pourtant, de par leur résilience et leur détermination, ils touchent un nombre croissant de personnes dans un nombre d'endroits plus élevé qu'auparavant. J'éprouve le plus profond respect et la plus sincère admiration devant leur courage et leur sens du sacrifice. Malgré l'insécurité croissante et les

graves restrictions d'accès en Syrie cette année, près de 6 millions de personnes ont reçu une assistance alimentaire et 4,4 millions de personnes ont bénéficié d'autres formes d'assistance et d'abris. Plus de 9 millions de personnes ont reçu des soins médicaux et plus de 5 millions d'enfants ont bénéficié d'un soutien éducatif.

En octobre, la Somalie a été déclarée exempte de la poliomyélite. Tous les pays hébergeant des réfugiés sud-soudanais (Ethiopie, Kenya, Ouganda et Soudan) seront bientôt en mesure de fournir la norme de 15 litres par personne par jour dans les camps de réfugiés. Et au Mali, la communauté humanitaire a distribué des vivres à 1,6 million de personnes et dispensé des soins médicaux à 1,3 million de personnes.

Nous n'aurions pas pu réaliser cela et mener nos interventions vitales sans la générosité record des donateurs. Face à des défis pressants, uniques et croissants à travers le monde, les donateurs ont maintenu leur engagement pour nous aider à restaurer la dignité et l'humanité des populations et à les protéger du mal. Malgré cette générosité, l'insuffisance de financements a contraint les agences de l'aide à réduire ou cesser des opérations. En Syrie, par exemple, les agences alimentaires ont réduit l'aide alimentaire et des centaines de personnes pourraient perdre tout accès à des services médicaux. En Somalie, les financements faibles et tardifs continuent de compromettre la capacité des partenaires humanitaires à répondre aux inondations alors que les partenaires sanitaires luttent pour dispenser des services de survie adéquats. Pour 2016, les partenaires humanitaires ont accordé la priorité aux besoins énoncés dans les plans de réponse. Nous faisons face à la réalité complexe, multidimensionnelle et étendue des crises qui obligent les organisations humanitaires à fournir, par défaut, des services essentiels : eau et assainissement, soins de santé et éducation. Pour relever ces défis, nous cherchons des façons d'aller plus loin avec ces financements, comme par exemple via une augmentation de l'assistance en espèces.

A l'avenir, les besoins humanitaires devraient augmenter, en particulier face au phénomène climatique d'El Niño qui cause déjà une situation difficile en Afrique de l'Est, notamment en Ethiopie où environ 10 millions de personnes ont actuellement besoin d'assistance. Il est également responsable de l'une des plus graves sécheresses en Amérique Centrale : au Guatemala, au Honduras et au Salvador, la production agricole a été perturbée et 2,8 millions de personnes ont un besoin immédiat d'assistance alimentaire, de soins de santé et de soutien à leurs moyens de subsistance.

Nous comptons sur votre généreux soutien habituel pour que notre travail puisse répondre à ces besoins vitaux urgents, et permettre ainsi à des millions de personnes de retrouver leur dignité et leur humanité.

Stephen O'Brien

Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

LA REPONSE HUMANITAIRE MONDIALE

2016 À UN COUP D'OEIL



125,3 millions
TOTAL DE PERSONNES DANS LE BESOIN



87,6 millions
TOTAL DE PERSONNES DEVANT
RECEVOIR UNE AIDE



\$20,1 milliards
TOTAL DES BESOINS

AFGHANISTAN

8,1 millions 3,5 millions



BURKINA FASO

1,6 millions 830 000



BURUNDI RRP

330 000 330 000



CAMEROUN*

2,9 millions 1,1 million



RCA*

2,4 millions 1.9 million



RCA RRP

1,3 million 765 397



TCHAD

2,3 millions 1,8 million



RDC

7,5 millions 6 millions



HAÏTI*

1,6 million 687 619



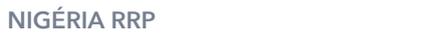
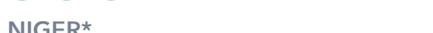
HONDURAS

1,4 million 252 925



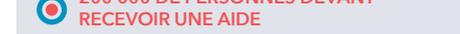
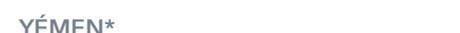
IRAK

11 millions 7,3 millions



SOUDAN DU SUD*

6 millions 5 millions



ETHIOPIE*

10 millions 10 millions



NIGÉRIA RRP

850 473 514 352



tPo*

2,3 millions 1,6 million



SYRIE 3RP

4,7 millions 4,7 millions



Résumé Analytique

Les perspectives sont sombres pour 2016. Des millions de civils, arrachés de chez eux par des conflits violents et prolongés, continueront à avoir désespérément besoin de protection et d'assistance humanitaire. Environ 60 millions de personnes sont déplacées dans le monde et plus d'un quart de ces déplacements est dû aux conflits sévissant en Irak, au Soudan du Sud et en Syrie. Les conflits ont laissé des cicatrices dans la vie des gens, leur ont volé leur dignité, ont détruit leurs économies, leurs moyens de subsistance et leurs infrastructures vitales, notamment les établissements sanitaires et scolaires. Les partenaires humanitaires ont besoin de 20,1 milliards de dollars pour répondre aux besoins de plus de 87,6 millions de personnes dans 37 pays dans le monde.

En Syrie, on estime à 13,5 millions le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, dont des vivres, des soins de santé et des abris et 70 pour cent de la population n'a toujours pas un accès régulier à une eau potable saine. Concernant les réfugiés palestiniens en Syrie, 62 pour cent sont déplacés et presque tous dépendent de l'aide pour leurs besoins essentiels. En Irak, le nombre de personnes ayant besoin de protection et d'assistance humanitaire a doublé l'année dernière pour passer à 11 millions. Plus de 3 millions de personnes vivent sur le territoire contrôlé par l'État Islamique d'Irak et du Levant (ISIL/EILL) ont besoin d'assistance et pourtant, l'accès humanitaire en Irak reste fortement limité à cause de l'insécurité. En Libye, 2 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire mais au moins 20 pour cent de tous les hôpitaux sont fermés et jusqu'à 60 pour cent des hôpitaux dans les zones de conflit sont inaccessibles ou fermés depuis plus de six mois.

Au Yémen, de graves violations et des enfreintes aux droits de l'homme continuent d'être perpétrées par toutes les parties au conflit. A la mi-octobre, les établissements de santé avaient fait état de plus de 32.300 victimes, notamment plus de 5.600 décès et une

moyenne de 153 blessures ou décès chaque jour. le nombre d'enfants blessés ou décédés a été cinq fois plus nombreux que l'année précédente. Avec plus de 12 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, de réfugiés, de migrants bloqués et de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire, le Yémen est une poudrière en termes de migration dans le monde. Mais, malgré cela, les personnes sont toujours prêtes à se lancer dans un périlleux voyage vers le Yémen et plus de 11.000 personnes sont arrivées en octobre dernier.

Au Soudan du Sud, l'insécurité alimentaire a atteint son niveau le plus élevé depuis le début du conflit. Environ 3,9 millions de personnes, soit 34 pour cent de la population, vivent dans une grave insécurité alimentaire - soit une augmentation de 80 pour cent depuis 2014. Pour la première fois, une insécurité alimentaire d'un niveau catastrophique au niveau des ménages a été rapportée pour les 40.000 personnes vivant dans les zones les plus gravement touchées par les combats où l'accès des travailleurs humanitaires est limité. Si cet accès ne s'améliore pas, les perspectives seront très sombres pour 2016.

En République Centrafricaine (RCA), quelque 2,3 millions de personnes (plus de la moitié de la population) ont besoin d'une assistance humanitaire immédiate. Un quart de la population reste déplacé et l'on estime à 480.000 le nombre de personnes déplacées dans le pays et à près de 450.000 le nombre de réfugiés dans les pays voisins. La RCA traverse l'une des plus graves crises de protection dans le monde : des violations des droits de l'homme sont commises chaque jour, en particulier à l'encontre des enfants, des femmes, des personnes déplacées et des groupes minoritaires. Dans la République démocratique du Congo voisine, au moins 8,2 millions de personnes sont affectées par la crise.

Le Cameroun continue d'héberger 323.000 réfugiés en provenance de RCA et du Nigeria. Ils viennent s'ajouter aux 92.000 personnes déplacées suite aux violences



Zubeir est venu chercher de l'eau à ce point d'eau à Musaik, un quartier de Sana'a. Dans ce quartier, plus de 30 000 personnes dépendent de la distribution d'eau, selon la GIZ, Agence allemande de coopération. Tous les jours, trois camions de 3000 litres chacun desservent quelques points de distribution dans le voisinage. Le projet est une coopération entre la GIZ et l'UNICEF.

En raison des restrictions sur les importations commerciales et du manque de carburant, la plupart des pompes à eau ne fonctionnent pas et les populations comptent sur un approvisionnement par camion.

perpétrées par Boko Haram. Le nombre de personnes vivant dans une insécurité alimentaire a aujourd'hui plus que doublé depuis juin 2015 pour atteindre 2 millions de personnes, dont 250.000 ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate pour survivre.

La crise qui sévit actuellement dans le nord-est du Nigeria, à cause de la violence de Boko Haram, affecte quelque 14,6 millions de personnes. La situation dans les pays du Sahel ne montre pas d'amélioration. Sept des treize régions de la Mauritanie enregistrent des niveaux excessifs de malnutrition. Au Sénégal voisin, une personne sur six vit dans l'insécurité alimentaire. En Gambie, les maladies chez les enfants âgés de moins de 5 ans ont considérablement augmenté, soit de 6,4 pour cent en 2005 à 11,5 pour cent aujourd'hui. Le financement humanitaire doit être augmenté d'urgence.

Malgré les défis extrêmes et les graves restrictions d'accès, les organisations humanitaires continuent à toucher plus de personnes que jamais auparavant. En 2015, les partenaires humanitaires au Soudan ont dispensé à plus de 2 millions de personnes des services de santé et à quelque 3,1 millions de personnes des vivres et des intrants agricoles. Plus de 25.000 ménages nouvellement déplacés et 120.000 réfugiés sud-soudanais ont reçu du matériel pour des abris et des accessoires de maison essentiels. Quelque 83.000 enfants âgés de moins de 5 ans ont été traités pour malnutrition aiguë et 1,6 million de personnes ont eu accès à une eau potable améliorée. Mais malgré la générosité des donateurs, l'écart entre les besoins et le financement s'est accru, sans solution miracle. Le déficit de financement signifie que 1,2 million de personnes malades et blessées en Libye ne pourront pas avoir accès à des soins de santé. Près de 100.000 seront privées d'éducation et des millions d'entre elles resteront exposées à des menaces pour leur sécurité et leur dignité. En Afghanistan, le déficit de financement signifie une réduction supplémentaire de l'accès à environ un million d'enfants mal nourris, selon les estimations (le traitement actuel couvre moins de 30 pour cent des enfants qui en ont besoin).

L'insuffisance de financements signifie aussi que plus d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire et souffrent de retards de croissances dus à la malnutrition. Plus de femmes meurent en couches, plus de personnes meurent de maladies évitables ; plus d'enfants perdent la possibilité de se construire un avenir par l'éducation et une protection moindre est accordée aux personnes déplacées les plus vulnérables, augmentant ainsi le risque d'abus sexuel et d'exploitation sexuelle, en particulier pour les filles et les femmes. Cela signifie également qu'un plus grand nombre de paysans est obligé de se servir des semences pour se nourrir au lieu de les réserver aux cultures, initiant ainsi un autre cycle de pauvreté et de privation.

La solution au déficit de financement requiert diverses mesures. Il s'agira d'adopter une approche correspondant à des crises et des catastrophes prolongées, notamment dans les pays à revenu intermédiaire. Les solutions éventuelles pourraient être la levée de fonds auprès de sources de financement variées, l'utilisation d'une bonne combinaison d'instruments financiers pour chaque situation et un investissement plus important dans la préparation aux crises. Les mécanismes de financement comme le fonds central d'intervention pour les urgences et les fonds groupés des pays peuvent effectivement soutenir une réponse humanitaire rapide et des urgences manquant de financement. Le recours à la programmation de trésorerie assurera une réponse efficace et économique offrant dignité et choix.

Face à des besoins toujours croissants, nous comptons sur la communauté internationale, les gouvernements et le public pour qu'ils apportent leur soutien et leurs ressources - financières et en nature - qui nous permettront de poursuivre notre action humanitaire. Notre objectif partagé est de mettre fin aux souffrances, de répondre aux besoins immédiats des personnes affectées par les crises, de les protéger de toute menace et de leur permettre de vivre dans la dignité.



Une nigériane déplacée dans l'Etat de Borno transporte des bouteilles d'eau fournies par un organisme de bienfaisance local dans le village de Kuchingoro, aux abords d'Abuja.

Contenu

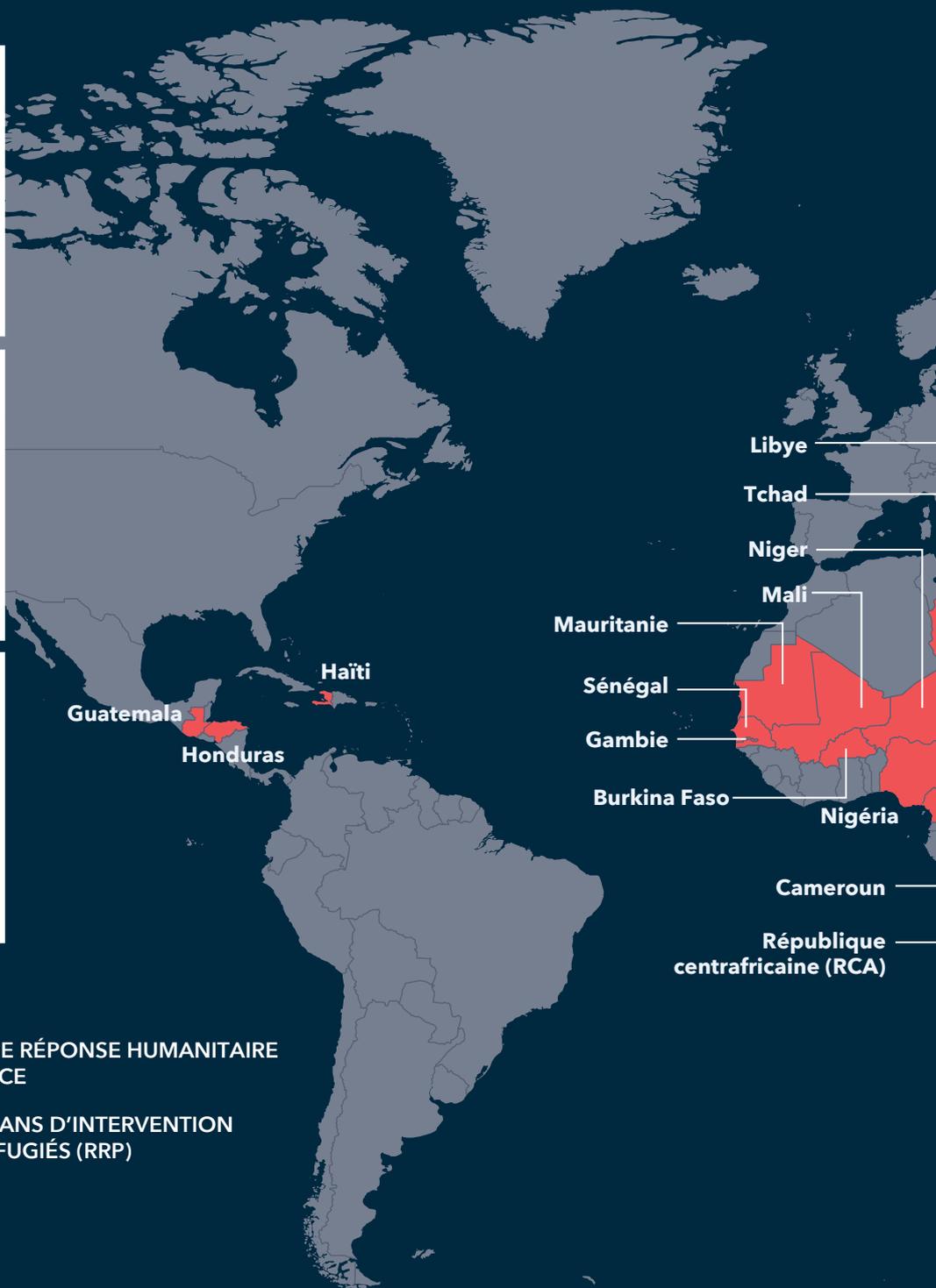
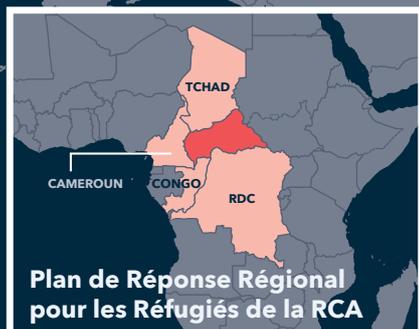
Remerciements	2
Avant-propos	3
La réponse humanitaire mondiale 2016 en un coup d'œil	4
Résumé Analytique	5
Plans de réponse dans le monde	10
Valeur ajoutée des Plans d'action humanitaire d'urgence (HRPs)	12
Intérêt croissant pour l'inclusion de transferts monétaires dans les programmes humanitaires	13
Aperçu et analyse des financements	14
Exemples de personnes assistées en 2015	16
Plans de réponse en bref	17
Afghanistan	18
Burkina Faso	18
Burundi RRP	19
Cameroun	19
République Centrafricaine (RCA)	20
RCA RRP	20
Tchad	21
République démocratique du Congo	21
Djibouti	22
Ethiopie	22
Gambie	23
Guatemala	23
Haïti	24
Honduras	24
Irak	25
Libye	25
Mali	26
Mauritanie	26
Myanmar	27
Niger	27
Nigéria	28
Nigéria RRP	28
territoire Palestinien occupé	29
Sénégal	29
Somalie	30
Soudan	30
Soudan du Sud	31
Soudan du Sud RRP	31
Syrie	32
Syrie 3RP	32
Yémen	33
Yémen RMRP	33
Ukraine	34
El Niño: Nécessité d'une préparation accrue	35
Collecter suffisamment de fonds pour préserver la vie et la dignité	35
CERF: Le Fonds central d'intervention d'urgence	36
Fonds de financement commun pour les pays (Country-Based Pool Funds - CBPF)	36
Caractéristiques du FTS BETA	37
Guide de la contribution	38

PLANS DE REPPONSE DA

37 PAYS
AFFECTÉS

27 HRP/PLANS HUMANI-
TAIRES D'URGENCE

6 PLANS D'INTERVENTION
POUR LES RÉFUGIÉS



● PAYS AYANT DES PLANS DE RÉPONSE HUMANITAIRE
(HRP) OU PLANS D'URGENCE

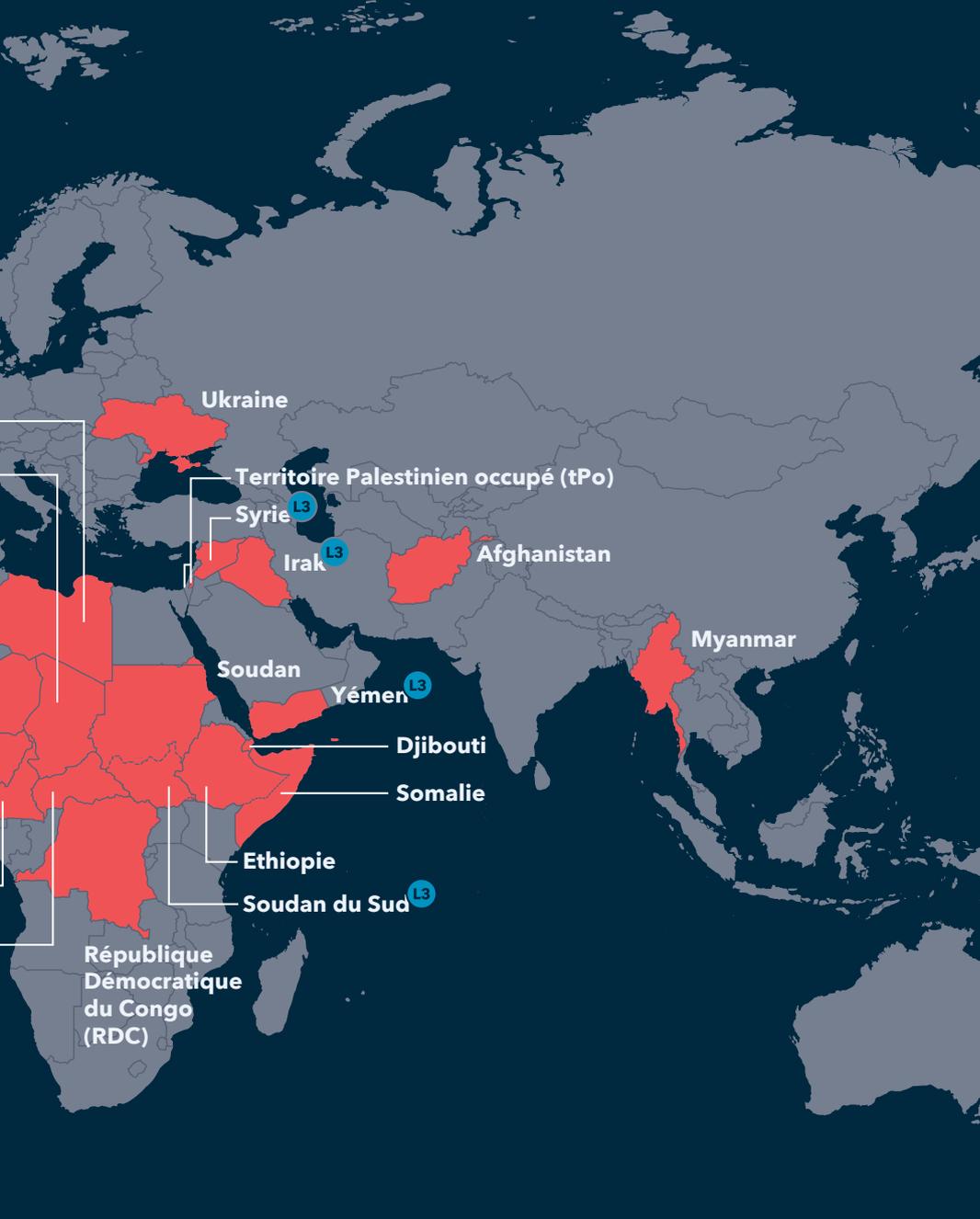
● PAYS INCLUS DANS LES PLANS D'INTERVENTION
RÉGIONAUX POUR LES RÉFUGIÉS (RRP)

L3 URGENCES L3

ANS LE MONDE

ION RÉGIONAUX
(RRP)

4 URGENCES L3



L3

Plan de Réponse Régional pour les Réfugiés du Soudan du Sud

L3

Plan de Réponse Régional pour les Réfugiés et la Résilience en Syrie (3RP)

L3

Plan de Réponse Régional pour les Réfugiés et les Migrants du Yémen



Valeur ajoutée des Plans d'action humanitaire d'urgence (HRPs)

Le Plan de réponse humanitaire (HRP) est le résultat final d'un processus de planification inclusif au niveau des pays. Il s'appuie sur l'analyse des besoins à travers l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et est au cœur du Cycle des Programmes humanitaires. Dans les pays touchés par une crise ou une catastrophe naturelle, le Plan de réponse humanitaire regroupe tous les acteurs clés pour définir conjointement les priorités les plus urgentes et déterminer les fonds nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires. En tant que document de référence clé pour les activités humanitaires dans chaque pays, le Plan de réponse humanitaire a plusieurs fonctions :



Pour les partenaires humanitaires, le Plan de réponse humanitaire agit comme un outil de plaidoyer et de gestion de la réponse. Il identifie clairement la stratégie et les priorités conjointes pour la réponse et sert de document de base pour la mobilisation des ressources.

Les autorités locales et nationales sont impliquées tout au long du processus de planification, non seulement par le biais d'organes de gestion des urgences, mais aussi à travers les ministères responsables au sein des différents clusters d'urgence.

La planification conjointe entre les partenaires locaux, nationaux et internationaux améliore la collaboration et augmente la prévisibilité de l'aide humanitaire.

Pour la communauté des donateurs, le Plan de réponse humanitaire améliore la transparence de l'action humanitaire. Le plan donne une image globale de toutes les exigences financières et des partenaires actifs impliqués dans la réponse d'urgence.



Le Plan de réponse humanitaire habilite et oriente ces différents acteurs qui travaillent ensemble vers un objectif commun :

servir les personnes touchées grâce à la priorisation des besoins à partir d'éléments concrets, basée sur des processus inclusifs d'évaluation et de planification. En identifiant les objectifs et les indicateurs clés, le Plan de réponse humanitaire pose également les fondations du suivi des activités humanitaires.

Le Cadre de Suivi de la Réponse aide à identifier les lacunes de la réponse, des capacités et/ou du financement, contribuant ainsi à garantir que la réponse soit adaptée aux besoins en évolution. De ce fait, le Plan de réponse humanitaire accroît la responsabilité des acteurs humanitaires envers les personnes affectées, le gouvernement d'accueil et la communauté internationale.

CREDITS (DE HAUT EN BAS) :

1 Femme recevant des graines de lentille dans le cadre de l'assistance précédant la mousson au Népal ; OCHA/TILAK POKHAREL

2 Enfant réfugié remplissant d'eau des récipients en plastique au Camp de Baharka au Kurdistan, Irak ; OCHA/GWEN MCCLURE

3 A Bambari, RCA, tous les enfants arrivant aux centres de santé sont pesés et mesurés. La circonférence de la partie supérieure du bras est prise comme indicateur de la malnutrition - une circonférence inférieure à 115 millimètres est signe d'une malnutrition aiguë sévère; OCHA/GEMMA CORTES

Intérêt croissant pour l'inclusion de transferts monétaires dans les programmes humanitaires

Globalement, il existe un intérêt croissant pour l'inclusion de transferts monétaires dans les programmes humanitaires, qui peut rendre la réponse humanitaire de plus en plus efficace et responsable.

Les situations d'urgence au Népal et en Ukraine en 2015 ont vu la constitution de groupes de travail sur les transferts monétaires pour élaborer une approche plus cohérente concernant leur utilisation de manière à satisfaire les besoins fondamentaux des personnes touchées. En Ukraine, avec une population majoritairement urbaine dans un environnement dynamique, les transferts monétaires représentent une occasion naturelle qui a l'avantage de permettre un éventail de choix et une certaine flexibilité. Dans ce contexte, les transferts monétaires peuvent également représenter une forme d'aide moins visible et donc plus sûre. Plus de travail est requis pour comprendre comment ce potentiel pourrait être exploité davantage pour atteindre les personnes les plus vulnérables qui ne peuvent pas accéder facilement aux différentes formes d'assistance.

Pour exploiter pleinement le potentiel d'une assistance basée sur les transferts monétaires, il faudra travailler davantage au cours de la phase préparatoire.

Le rôle des gouvernements et du secteur privé dans ces programmes est également crucial, étant donné que les transferts monétaires peuvent renforcer et fournir un lien avec les systèmes de filets de sécurité sociale existants. Grâce aux innovations dans la fourniture d'assistance sous forme de transferts monétaires, le rôle et la capacité des partenaires du secteur privé deviennent de plus en plus un facteur crucial dans la planification.

Plus de travail est requis avant et au début d'une réponse pour comprendre la capacité des partenaires et la faisabilité des options de réponse, y compris les transferts monétaires. Avec des évaluations montrant les gains d'efficacité substantiels pouvant être réalisés lorsque l'on fait appel aux transferts monétaires de manière pertinente, il est demandé de plus en plus aux acteurs humanitaires : « Pourquoi pas les transferts monétaires ? » Les réponses récentes au Népal et en Ukraine ont également vu l'utilisation des transferts en espèces à des fins multiples, en insistant sur la façon dont le système pourrait mettre l'accent sur la réalisation d'objectifs coordonnés dans les différents domaines sectoriels individuels.

APERÇU ET ANALYSE D

Au 30 novembre 2015



\$20,1 MILLIARDS
DES BESOINS FINANCIERS EN 2016

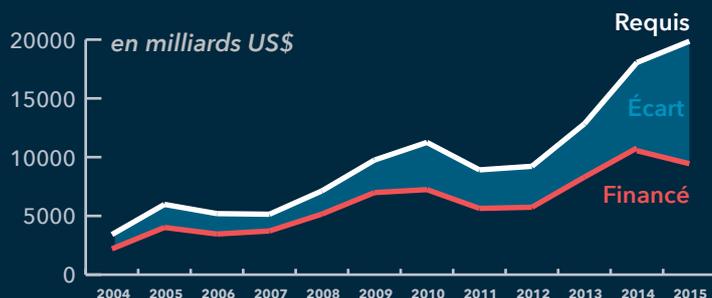
En 2016, les partenaires humanitaires auront besoin de 20,1 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 87,6 millions de personnes dans 37 pays. Ce montant comprend les estimations préliminaires de certains pays, sous réserve de changement dans les deux prochaines semaines avec la finalisation des processus de Plans de réponse humanitaire (HRPs). Deux des 33 appels couverts sont nouveaux : Le document des besoins humanitaires (HRD) pour l'Éthiopie portant sur 1,4 milliard de dollars et le Plan régional de réponse aux réfugiés et aux migrants pour le Yémen

(RRMRP) d'un montant de 94,1 millions de dollars. Les besoins pour 16 des appels ont légèrement diminué par rapport à 2015. En revanche, douze des besoins identifiés dans les appels ont augmenté : RRP Burundi, Cameroun, Guatemala, Haïti, Honduras, Irak, Libye, Nigeria, RRP Nigeria, RRP RCA, HRP Syrie et 3RP Syrie. Les besoins pour le Guatemala et le Honduras ont plus que doublé en raison des effets nuisibles du phénomène El Niño sur les populations de ces pays. En outre, Haïti fait face, pour sa part, à des risques multiples et notamment aux effets d'El Niño.



* Estimations au 30 novembre 2015.
¹ Comprend les besoins régionaux du Sahel d'un montant de 4,9 millions USD.
² Processus de planification non achevé. Chiffres devant être communiqués en 2016.
³ Comprend les besoins du Gouvernement du Liban.

COURBE DE FINANCEMENT DES APPELS DE FONDS (2004-2015, CHIFFRES EN FIN D'ANNÉE)



FINANCEMENT HUMANITAIRE MONDIAL 2015



Les chiffres sont ceux rapportés par les donateurs et les organisations récipiendaires auprès du Financial Tracking Service d'OCHA. Toutes les données financières sont continuellement mises à jour sur fts.unocha.org. Les indications en dollars dans ce document sont en dollars US.

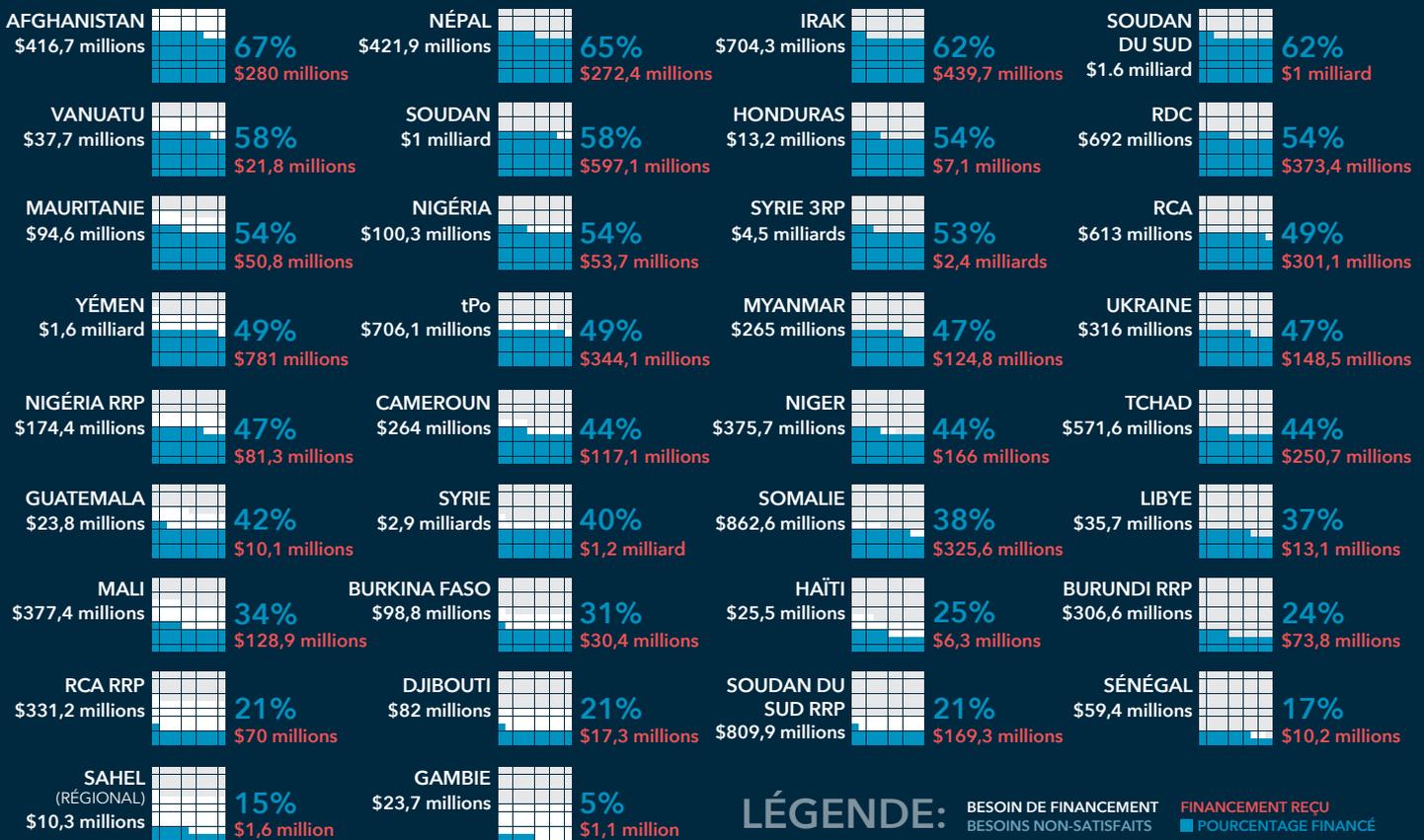
LES FINANCEMENTS

\$19,9 MILLIARDS
DES BESOINS FINANCIERS EN 2015

49% COUVERTURE BESOINS NON-SATISFAITS
\$10,2 MILLIARDS
FINANCÉ **\$9,7 MILLIARDS**

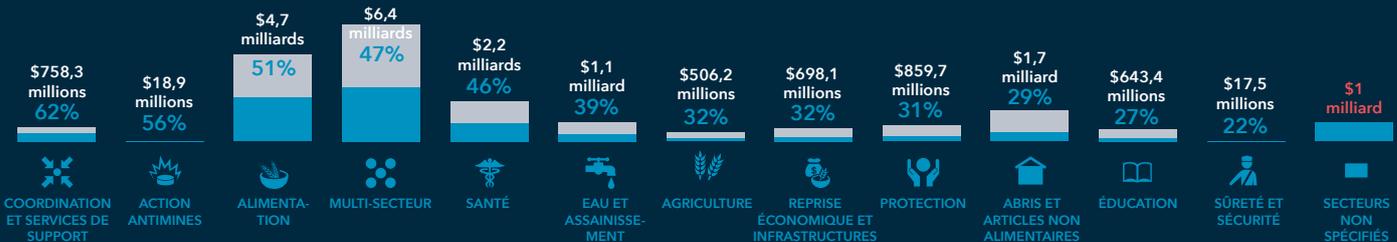
En 2015, le financement mondial des activités humanitaires rapporté dans le FTS s'est élevé à 17 milliards de dollars. Cette somme globale incluait le financement alloué aux activités des Plans d'action humanitaire d'urgence (HRPs), d'un montant de 9,7 milliards de dollars et les 7,3 milliards de dollars alloués aux activités ou aux acteurs extérieurs à ces plans. En corrélation directe, les besoins (19,9 milliards de dollars) ont considéra-

blement augmenté en causant un déficit de financement simultané et croissant. Au 30 novembre, les besoins des Plans d'action humanitaire d'urgence (HRP) n'étaient couverts qu'à hauteur de 49 pour cent. En outre, seulement 2 pour cent du financement des Plans d'action humanitaire d'urgence couvraient les cinq urgences les moins financées - Gambie, Sahel régional, Sénégal, RRP Soudan du Sud et Djibouti.



LÉGENDE: BESOIN DE FINANCEMENT (gris), BESOINS NON-SATISFAITS (bleu clair), FINANCEMENT REÇU (bleu foncé), POURCENTAGE FINANCÉ (bleu foncé)

FINANCEMENTS ET BESOINS DES APPELS/HRPs EN 2015 PAR SECTEUR



2015 FINANCEMENTS COMMUNS



\$420 MILLIARDS
D'ALLOCATIONS CERF

41 PAYS
AYANT REÇU UN APPUI AUX OPÉRATIONS HUMANITAIRES



\$411 MILLIARDS
D'ALLOCATIONS CBPF

18 PAYS
AYANT REÇU UN APPUI AUX OPÉRATIONS HUMANITAIRES

Les chiffres mondiaux dans ce document (125,3 millions de personnes dans le besoin, 87,6 millions de personnes recevant de l'aide, besoins pour 2016 d'un montant de 20,1 milliards de dollars et besoins en 2015 d'un montant de 19,9 milliards de dollars) n'incluent pas les chapitres RRP déjà couverts dans les HRPs correspondants.



Exemples de personnes assistées en 2015 un coup d'oeil à l'aide humanitaire délivrée dans le monde entier

4,4 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES PAR LA **CRISE SYRIENNE** ONT REÇU DES ARTICLES NON ALIMENTAIRES & DES ABRIS

285 543
ENFANTS EN SITUATION D'URGENCE EN **UKRAINE** ONT EU ACCÈS À L'ÉDUCATION AU RISQUE DES MINES (ERM)

243 000
PERSONNES DÉPLACÉES ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE ASSISTANCE ALIMENTAIRE PENDANT 6 MOIS EN **LIBYE**

3 150
PERSONNES DÉPLACÉES VICTIMES D'INONDATIONS AU **NIGER** ONT REÇU UN SUPPORT EN NATURE & EN ABRIS

9 MILLIONS+
PERSONNES TOUCHÉES PAR LA **CRISE SYRIENNE** ONT REÇU DES SOINS MÉDICAUX

100%
DES CAS SIGNALÉS DE VIOLENCES SEXISTES ONT REÇU UNE ASSISTANCE MÉDICALE, PSYCHOSOCIALE ET JURIDIQUE EN **RCA**

875
KILOMÈTRES DE ROUTES ET 77 PONTS RÉHABILITÉS EN **RDC**

10 000 ENFANTS DE - 5 ANS ET DE FEMMES ENCEINTES ET ALLAITANTES ONT ÉTÉ TRAITÉS POUR MALNUTRITION AIGUË AU **GUATEMALA**

428 750
PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE PLUS DE 9 M\$ EN ALLOCATIONS EN ESPÈCES AU **NÉPAL**

30 544
ENFANTS DE 6-59 MOIS, SOUFFRANT DE MALNUTRITION AIGUË MODÉRÉE, ADMIS EN TSFP (PROGRAMMES D'ALIMENTATION COMPLÉMENTAIRE CIBLÉS) AU **CAMEROUN**

13,2 MILLIONS
DE REPAS SCOLAIRES DISTRIBUÉS EN **GAMBIE**

162 000
PERSONNES DÉPLACÉES ONT DISPOSÉ D'ABRIS TEMPORAIRES CONFORMÉMENT AUX NORMES MINIMALES AU **MYANMAR**

3 850
CENTRES DE SANTÉ METTENT EN ŒUVRE DESORMAIS DES ACTIVITÉS NUTRITIONNELLES AU **NIGERIA**

4 MILLIONS+
DE PERSONNES ONT ÉTÉ ATTEINTES PAR DES CAMPAGNES DE VACCINATION CONTRE LA POLIO BIEN COORDONNÉES EN **SOMALIE**

48 857
ENFANTS ET ADOLESCENTS ONT BÉNÉFICIÉ DE SERVICES DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL DANS LES **TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS (TPO)**

304 883
ENFANTS ÂGÉS DE 9 MOIS À 15 ANS VACCINÉS CONTRE LA ROUGEËLE À **DJIBOUTI**

283 000
ENFANTS ET FEMMES ONT BÉNÉFICIÉ DE SOINS ET FOURNITURES EN SERVICES DE SANTÉ D'URGENCE DANS LES **TPO**

316
MAISONS CONSTRUITES POUR LES PLUS VULNÉRABLES AU **MALI**

161 896
PERSONNES ONT REÇU UN PAQUET MINIMUM EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (WASH) AU **BURKINA FASO**

3,1 MILLIONS
DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE NOURRITURE ET D'INTRANTS AGRICOLES AU **SOUDAN**

5 200
ENFANTS DE - DE 5 ANS SOUFFRANT DE MALNUTRITION AIGUË SÉVÈRE ADMIS DANS LE PROGRAMME D'ALIMENTATION THÉRAPEUTIQUE EN **HAÏTI**

8 972
PASSAGERS DESSERVIS PAR MOIS PAR UNHAS AU **SOUDAN DU SUD**

7,8 MILLIONS
MILLIONS DE PERSONNES ONT REÇU UNE ASSISTANCE D'URGENCE EN NOURRITURE OU EN ESPÈCES AU **YÉMEN**

837 694
ÉLÈVES ONT REÇU DES AIDES SCOLAIRES AU **TCHAD**

17 644
FAMILLES ONT REÇU UNE ASSISTANCE INITIALE VITALE EN ARTICLES NON ALIMENTAIRES OU EN ESPÈCES EN **AFGHANISTAN**

10 029
MÉNAGES ONT REÇU DES USTENSILES DE CUISINE AU **VANUATU**

2,1 MILLIONS
DE PERSONNES EN **IRAK** ONT REÇU DE L'AIDE ALIMENTAIRE

85 000+
PERSONNES ONT REÇU DES OUTILS AGRICOLES AU **VANUATU**

9 323
ENFANTS ÂGÉS DE 6-59 MOIS ATEINTS DE MALNUTRITION AIGUË SÉVÈRE GUÉRIS AU **SÉNÉGAL**

345 000
PERSONNES ONT EU ACCÈS À UNE QUALITÉ SUFFISANTE D'EAU POTABLE & DOMESTIQUE AU **MYANMAR**

46
CENTRES DE SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRES FOURNISSENT DES LIEUX SÛRS À ENVIRON 22 000 JEUNES POUR PARTICIPER À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, RECEVOIR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET CHERCHER D'AUTRES OPPORTUNITÉS AU **HONDURAS**

3 500
MÉNAGES ONT REÇU UN SOUTIEN À L'ÉLEVAGE EN **MAURITANIE**

24 042
MUNITIONS NON EXPLOSÉES (UXO) DÉTRUITES AU **SOUDAN DU SUD**

1 550
INTERVENANTS HUMANITAIRES SOUTENUS PAR DES SERVICES DE COMMUNICATION AU **NÉPAL**

Plans de réponse en bref

AFGHANISTAN
BURKINA FASO
BURUNDI RRP
CAMEROUN
RÉPUBLIQUE CENTREAFICAINE (RCA)
RCA RRP
TCHAD
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)
DJIBOUTI
ETHIOPIE
GAMBIE
GUATEMALA
HAÏTI
HONDURAS
IRAK
LIBYE
MALI
MAURITANIE
MYANMAR
NIGER
NIGÉRIA
NIGÉRIA RRP
TÉRRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ (tPo)
SÉNÉGAL
SOMALIE
SOUDAN DU SUD
SOUDAN DU SUD RRP
SOUDAN
SYRIE
SYRIE 3RP
UKRAINE
YÉMEN
YÉMEN RMRP

Afghanistan



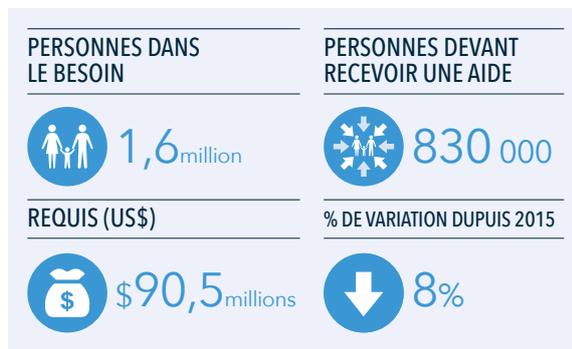
L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres et les moins développés au monde. En 2015, la poursuite de la violence et de l'incertitude, associée à des catastrophes naturelles récurrentes, a exacerbé les souffrances en rendant encore plus intenses et généralisés les besoins humanitaires.

Malgré une décennie d'aide internationale et les récents progrès du processus de paix afghan, la pauvreté persiste, intensifiant la crise humanitaire caractérisée par les déplacements incessants, l'aggravation de l'insécurité et la généralisation de la malnutrition aiguë, alors même que les besoins vitaux sont insuffisamment financés.

Les niveaux élevés de violence tout au long de l'année auraient affecté plus de 7,4 millions de civils, augmentant grandement le risque de grave insécurité alimentaire, de malnutrition avec plus de 1,2 million de personnes souffrant de malnutrition aiguë alors que le traitement n'est dispensé qu'à moins de 30 pour cent des personnes qui en ont besoin. En raison de cette violence, l'Afghanistan compte actuellement le plus grand nombre de victimes de mines dans le monde avec une moyenne de 25 civils tués ou blessés chaque mois cette année. Des violations du droit international humanitaire et de la protection des personnes continuent à être rapportées, incluant des exécutions ciblées et le recrutement forcé d'enfants. Les déplacements dus à des conflits auraient augmenté de plus de 70 pour cent.

Un nombre croissant de retours de réfugiés afghans vulnérables a été enregistré toute l'année. En outre, quelque 225 000 personnes ayant fui le Waziristan du Nord en 2014 restent dans l'est du pays dans ce qui est en passe de devenir une crise prolongée. De plus, l'accès à des soins de santé de base continue de diminuer, la couverture n'atteignant que moins des deux tiers de la population.

Burkina Faso



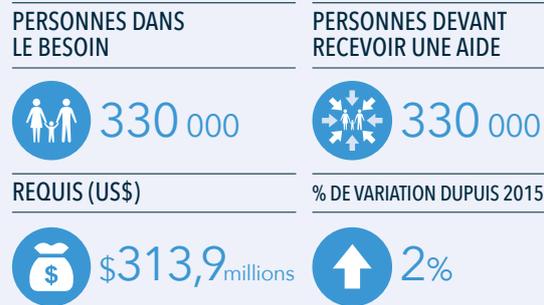
Les perspectives pour 2016 indiquent que 638 000 personnes au Burkina Faso auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence. L'insécurité alimentaire est un problème structurel lié à la faible productivité agricole, à la pluviométrie faible et inégale, à la mauvaise gestion de l'eau et à l'accès limité au crédit pour acheter du matériel et des intrants agricoles.

La malnutrition chronique affecte actuellement 510 000 enfants, dont 150 000 souffrent de la malnutrition aiguë sévère. Conséquemment il en résulte des problèmes chroniques liés aux mauvaises pratiques d'alimentation des bébés et des enfants en bas âge et à l'insuffisance d'accès aux services de santé ainsi qu'à l'accès à l'eau et à l'assainissement. Ces facteurs continuent d'exposer les enfants les plus vulnérables du Burkina Faso à des risques nutritionnels. Tandis que les trois quart de la population ont accès à l'eau potable, seulement 18 pour cent ont accès aux installations améliorées d'assainissement.

On estime à 350 000 le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée tandis que 149 000 nouveaux cas d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère devaient être traités en 2015, dont la moitié ont bénéficié du traitement à la fin du mois de septembre 2015.

Le Burkina Faso abrite aussi plus de 34 000 réfugiés maliens qui dépendent largement de l'assistance humanitaire, en termes de protection, d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement.

Burundi RRP



RDC, Rwanda, Tanzanie, Ouganda

Depuis avril 2015, les troubles civils en cours au Burundi, suite à la candidature à la réélection controversée du Président Nkurunziza pour un troisième mandat, ont conduit à l'afflux de plus de 210 000 réfugiés vers la RDC, le Rwanda et la Tanzanie ainsi que plus loin vers l'Ouganda et la Zambie. Au Burundi, c'est une crise politique tendue et un climat de peur et d'intimidation qui règnent dans l'ensemble du pays. La surveillance des frontières sera déterminante pour assurer le non-refoulement de tous ceux qui fuient pour sauver leur vie, tout en fournissant des informations précieuses sur tous les retours spontanés.

En 2016, les acteurs humanitaires porteront assistance aux nouveaux arrivants en leur fournissant des abris et des articles non alimentaires, et remplaceront également les anciens stocks. Le renforcement des systèmes nationaux est important pour permettre aux réfugiés d'accéder aux services de base tels que la santé et l'éducation. Les enfants en âge d'être scolarisés constituent la moitié de la population des réfugiés et les écoles nationales ont besoin de soutien pour renforcer leurs capacités d'accueil. Les programmes d'alimentation scolaire permettront de lutter contre la malnutrition et aideront les enfants à poursuivre leur scolarité. L'approvisionnement en eau par camion est assez coûteux mais encore nécessaire, et ce jusqu'à ce que davantage de structures d'approvisionnement en eau semi-permanentes soient mises en place et fonctionnelles. Les mécanismes d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets solides doivent être modernisés et entretenus en vue de prévenir l'apparition de maladies d'origine hydrique.

De même, les vaccins et les campagnes de vaccination aideront à prévenir les épidémies de maladies infectieuses. Les sources d'énergie renouvelables sont nécessaires pour la cuisson et l'éclairage en vue de préserver l'environnement mais aussi d'assurer la sécurité des femmes et des filles. Les opportunités de projets concernant les moyens de subsistance à petite échelle permettront aux réfugiés de devenir autonomes, en particulier en Ouganda où le gouvernement encourage une politique 'no-camp' (pas de camp). La région montagneuse pose des défis particuliers dans la fourniture rapide de protection et d'assistance aux réfugiés. Pour éviter l'épuisement rapide des ressources et favoriser des relations positives entre les réfugiés et les communautés d'accueil, il est essentiel d'apporter un soutien à la création d'opportunités de moyens de subsistance, y compris la production agricole et de légumes à petite échelle. Ces activités permettront aux réfugiés de générer des revenus pour couvrir leurs besoins urgents et autres dépenses du ménage tout en faisant également profiter l'économie locale des communautés d'accueil. Avoir des moyens de transport appropriés ainsi qu'une bonne gestion du parc automobile et des outils de communication demeurent des éléments fondamentaux pour une réponse sûre et digne aux besoins des réfugiés.

Cameroun



* Estimations au 30 novembre 2015.

Le Cameroun continue d'être confronté à une crise humanitaire complexe et multidimensionnelle. La violence liée à Boko Haram a causé le déplacement interne de 92 000 Camerounais et l'afflux de quelque 65 000 Nigériens qui ont trouvé refuge dans la région de l'Extrême-Nord. Les attaques de civils par Boko Haram engendrent de graves menaces sur la protection et le fonctionnement des services sociaux de base. Dans tout le Cameroun, quelque 2,4 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et de protection. Un total de 138 écoles ont été fermées cette année, affectant environ 38 000 enfants.

Quelque 253 000 réfugiés centrafricains ont également cherché refuge au Cameroun, répartis dans les régions de l'Est, de l'Adamawa et du Nord. La crise humanitaire est également caractérisée par la généralisation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, essentiellement dues à des vulnérabilités structurelles exacerbées par les mouvements de population et l'insécurité générale.

Le Cameroun est également affecté par une crise nutritionnelle constante. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a doublé depuis juin 2015 en passant à 2 millions. 250 000 de ces personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate pour survivre. Plus de 67 000 enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère. Compte tenu des niveaux élevés de pauvreté affectant une grande partie du nord du Cameroun, il est essentiel que les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil reçoivent une assistance égale, continue, pour éviter de renforcer les tensions entre les communautés déjà éprouvées par la pression sur les ressources limitées.

La priorité de l'équipe humanitaire du pays est de prendre en compte les besoins humanitaires immédiats tout en agissant rapidement pour prévenir une plus grande détérioration de l'environnement socioéconomique, en particulier dans les régions affectées par le conflit et les déplacements de populations.

République Centrafricaine



* Estimations au 30 novembre 2015.

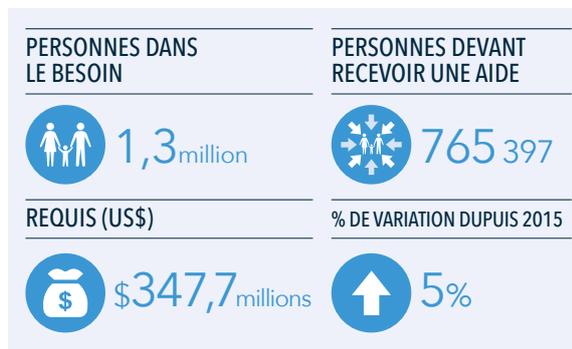
L'échelle de la crise en RCA est sans précédent et la vie de tous les Centrafricains en est affectée. Les perspectives pour 2016 sont inquiétantes: la situation humanitaire devrait se détériorer et l'accès aux personnes dans le besoin pourrait être limité par de possible violences électorales. Plus de la moitié de la population, soit 2,3 millions de personnes, a besoin d'une assistance humanitaire immédiate et un quart de la population est désormais déplacée (480 000 personnes déplacées et presque 450 000 réfugiés dans les pays voisins).

La RCA traverse l'une des plus graves crises au monde: les affrontements entre les groupes armés et les activités criminelles d'éléments armés agissant en toute impunité engendrent une insécurité persistante dans tout le pays. De grandes quantités de munitions obsolètes et de restes explosifs de guerre ont considérablement accru la violence armée. La protection des civils est primordiale dans la réponse. Les niveaux d'insécurité et de pillage auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires compromettent également l'accès aux personnes ayant besoin d'aide.

De graves violations des droits de l'homme sont rapportées, en particulier à l'encontre des enfants, des femmes, des personnes déplacées et des groupes minoritaires. Les groupes armés ont commis des violations généralisées à l'encontre de filles et de garçons âgés de moins de 18 ans, notamment des exécutions, des mutilations, le recrutement et l'abus d'enfants et la violence sexuelle et sexospécifique. Le nombre d'enfants associés à des groupes armés est estimé entre 6 000 et 10 000. De nombreuses écoles et de nombreux hôpitaux ont été attaqués ou utilisés par des parties armées au conflit. Près d'un tiers des écoles ont été détruites ou endommagées par les combats. 36 000 personnes sont piégées dans des enclaves sans liberté de circulation et souvent empêchées d'avoir accès à une aide humanitaire.

L'effondrement de l'administration publique a aggravé encore davantage les conséquences humanitaires de la crise. L'assistance d'urgence et l'accès aux services de base sont gravement perturbés en raison de faibles conditions sécuritaires. Plus de 23 pour cent des établissements de santé de la RCA ont été détruits et les acteurs humanitaires assurent plus de 70 pour cent des services sanitaires. La RCA enregistre le quatrième taux mondial de mortalité infantile et le troisième taux de mortalité

RCA RRP



Cameroon, Tchad, Congo, RDC

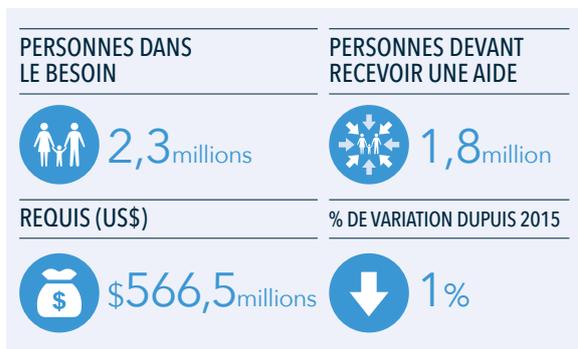
Le Plan d'intervention régional pour les réfugiés (RRRP) en RCA de 2016 cible les besoins de 765 397 réfugiés de la RCA accueillis à l'intérieur et en dehors des différents camps présents au Cameroun, en RDC et en République du Congo, ainsi que les besoins des communautés d'accueil touchées. L'année 2015 a de nouveau été témoin d'éruptions de violence massive, d'instabilité et de déplacements en RCA, conduisant à un afflux croissant de réfugiés dans ces pays d'accueil. Cette situation pourrait continuer sur la même lancée à moins que des élections pacifiques ne soient tenues, et permettent ainsi aux réfugiés de retourner chez eux pour reprendre leur vie.

En 2016, les acteurs humanitaires, dans le cadre du RRRP, mettront l'accent sur le maintien des résultats obtenus en 2015 tout en répondant aux besoins accrus, essentiellement dans les domaines de la protection, de la santé et de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, des abris ainsi que des articles non alimentaires.

L'enregistrement biométrique permettra d'apporter une assistance plus ciblée sur les vulnérabilités et les besoins spécifiques. Pour réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire, un appui sera fourni aux moyens de subsistance des réfugiés en RCA, notamment en préconisant leur accès à la terre et à des prêts financiers pour la création de petites entreprises, principalement pour les femmes. Des projets agricoles et autres projets générateurs de revenus, ainsi que la formation professionnelle, seront appuyés en vue d'offrir des possibilités d'autonomisation qui permettraient aux réfugiés de vivre dignement. Les capacités des gouvernements d'accueil continueront d'être renforcées afin de pouvoir faire face à la situation.

maternelle. L'insécurité alimentaire est devenue une préoccupation croissante et les enfants sont exposés à un risque accru de malnutrition. Plus de 1,2 million de personnes en RCA seront confrontés à une grave insécurité alimentaire et plus de 28 pour cent de la population en souffre déjà.

Tchad

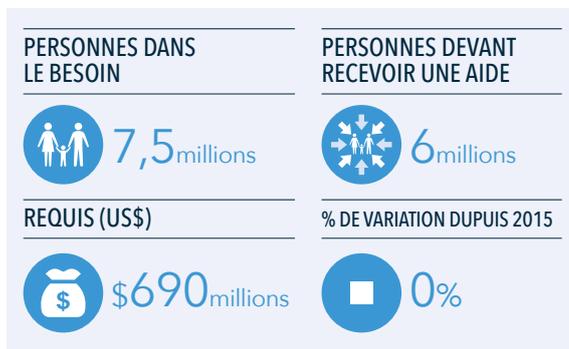


Quatre crises majeures – l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les mouvements de population, les urgences sanitaires et catastrophes naturelles- ont placé environ 2,3 millions de personnes dans une situation de besoin d'assistance humanitaire. 663 000 de ces personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Plus de 320 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère auront besoin d'un soutien nutritionnel d'urgence en 2016.

Le Tchad abrite le nombre le plus élevé de personnes déplacées sur le continent africain. Plus de 550 000 personnes (réfugiés, rapatriés et personnes déplacées) déplacées des suites de conflits chez elles, au Soudan, en RCA et au Nigéria voisins, vivent dans des camps, des sites ou avec des communautés d'accueil. Les personnes déplacées dans la région du Lac Tchad sont les plus vulnérables et ont besoin de secours multisectoriels d'urgence. Ailleurs, des solutions durables sont nécessaires pour permettre et faciliter l'intégration des réfugiés à long terme et des Tchadiens rapatriés de RCA. On estime que 638 personnes issues des communautés d'accueil ont besoin d'une assistance face aux pressions insupportables sur leurs ressources déjà maigres générées par les déplacements. Les fréquentes éruptions de maladies et les catastrophes naturelles viennent s'ajouter à cette situation de vulnérabilité. En 2016, un Tchadien sur quatre pourrait être affecté par des chocs dus à des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, espèces nuisibles) et avoir besoin d'une assistance d'urgence.

Le Tchad reste un îlot de stabilité crucial dans une région troublée. Mais, confronté à de multiples crises pendant une période électorale capitale, le Tchad ne peut supporter seul le poids de l'assistance aux personnes les plus vulnérables. Sans une assistance humanitaire fournie au moment opportun, les fragiles moyens de subsistances des communautés en pâtiront. La faim, la malnutrition et les taux de chômage élevés constituent terreau fertile pour les revendications et la radicalisation, en particulier chez les jeunes qui sont les plus affectés par la crise.

République démocratique du Congo



En RDC, une crise complexe et prolongée de grande ampleur a généré des besoins humanitaires pour 7,5 millions de personnes, soit 9 pour cent de la population. Les décennies de chocs successifs ont intensifié les besoins humanitaires, augmentant le pourcentage de la population vulnérable aux chocs multiples causés par les conflits, les épidémies, la malnutrition et les catastrophes naturelles. Au moins 8,2 millions de personnes sont concernées. Environ 5 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire et près de la moitié des enfants âgés de moins de 5 ans sont chroniquement malnutris.

La malnutrition aiguë est estimée à 8 pour cent, soit au-dessus du seuil d'urgence. Quelque 2,5 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë. Des épidémies de rougeole et de choléra affectent particulièrement les enfants déjà affaiblis par les taux élevés de paludisme et de malnutrition. L'Est de la RDC reste le théâtre d'une crise humanitaire complexe et prolongée qui affecte au moins 1,6 million de personnes déplacées, dont 90 ont été poussés à fuir des suites d'attaques armées et de violence. Seulement 22 pour cent de la population ont accès à l'eau potable.

Les préoccupations en termes de protection restent élevées, les civils étant régulièrement victimes de la myriade de groupes armés ou des résidus de guerre explosifs. La hausse des violations des droits de l'homme dans la période précédant les prochaines élections fait craindre une détérioration possible de la situation sécuritaire en cas d'aggravation de la crise politique, aggravant ainsi les besoins humanitaires déjà extrêmes.

Si l'insécurité grave persiste dans certaines parties de la RDC, le pays souffre également des conséquences de l'instabilité en cours dans la région des Grands Lacs. Au cours des deux dernières années, la RDC a connu l'afflux de 100 000 personnes fuyant la violence en RCA et de 18 000 personnes fuyant la violence électorale au Burundi. En conséquence, la RDC compte quelques 250 000 réfugiés et demandeurs d'asile. Les mouvements de population qui cherchent l'accueil en RDC, associés à ceux à l'intérieur du pays, augmentent la vulnérabilité des communautés d'accueil.

En 2016, la RDC devrait continuer à accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile provenant de pays voisins, tout en étant confrontée à des pressions internes.

Djibouti



* Estimations au 30 novembre 2015.

Les conditions de sécheresse récurrentes dues au changement climatique au cours des deux dernières décennies ont causé une détérioration significative de la situation humanitaire à Djibouti. Le climat est y déjà l'un des plus rudes au monde. La chaleur et l'aridité ont pour conséquence que seulement 0,01 pour cent des terres sont cultivables avec une pluviométrie annuelle minimale.

Les capacités de la population à faire face aux épreuves se sont graduellement érodées et les ménages sont de moins en moins capables de générer suffisamment de revenus pour subvenir à leurs besoins, même les plus essentiels. Plus de 58 pour cent de la population rurale font face à l'insécurité alimentaire et environ 23 pour cent vivent dans une pauvreté extrême. 42 pour cent de la population vivent dans une pauvreté absolue et 35 pour cent de la population rurale n'ont pas accès à l'eau. La malnutrition a atteint des niveaux extrêmement élevés avec un taux de malnutrition aiguë globale probablement supérieur aux 17,8 pour cent rapportés en 2013.

La pression additionnelle due à la présence de réfugiés et de migrants aggrave l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il s'agit de réfugiés à long terme du sud de la Somalie et des nouveaux réfugiés du Yémen, eux-mêmes dans une situation de très grande vulnérabilité. La situation humanitaire est exacerbée par des facteurs de stress chronique comme le manque de services d'approvisionnement en eau, en assainissement et de soins de santé, la distribution limitée de moustiquaires, les prix alimentaires élevés et la pauvreté structurelle.

Plus de 282 000 personnes auront besoin d'assistance humanitaire en 2016, y compris les Djiboutiens vivants dans une extrême pauvreté, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Le Plan de réponse humanitaire pour 2016 est axé sur la fourniture d'une aide vitale e alimentaire et nutritionnelle mais aussi en eau et assainissement, en santé et en protection. Le plan prévoit aussi des activités de consolidation de la résilience destinées à réduire la dépendance des populations à l'assistance humanitaire à long terme.

Ethiopie



* Estimations au 30 novembre 2015.

Le phénomène El Niño a causé des ravages sur les pluies estivales en Ethiopie en 2015. Cela fait suite à de mauvaises pluies printanières qui ont causé une augmentation de l'insécurité alimentaire, la malnutrition et des pénuries d'eau dans tout le pays. Une évaluation multi-agences menée dans tout le pays par le gouvernement a conclu que plus de 8 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire humanitaire en 2016. Si l'on y ajoute les 7,9 millions d'Ethiopiens déjà identifiés comme nécessitant une alimentation d'urgence et des transferts monétaires dans le cadre du Programme de filet de sécurité productif du gouvernement, le nombre total de personnes en besoin d'aide alimentaire d'urgence sera supérieur à 15 millions. Sur la base de la revue des dernières manifestations d'El Niño, il est prévu que 1,5 million d'enfants et de femmes enceintes ou allaitantes auront besoin de compléments alimentaires pendant toute l'année 2016 et que 400 000 seront atteints de malnutrition aiguë. Quelque 2 millions d'Ethiopiens ne devraient pas avoir régulièrement accès à une eau potable saine.

Une réponse bien coordonnée du gouvernement est en cours et se développe rapidement. Le gouvernement a affecté plus de 200 millions de dollars de ses propres ressources aux interventions alimentaires et nutritionnelles d'urgence, notamment en reprogrammant les programmes infrastructurels.

Le gouvernement et l'équipe humanitaire du pays ont revu conjointement l'analyse des besoins collectifs et les projections pour l'année prochaine. Cette base factuelle a servi à élaborer un plan de réponse et un appel, notamment dans le Document sur les Besoins Humanitaires (Humanitarian Requirements Document - HRD) de l'Ethiopie pour 2016. Trois objectifs ont été identifiés : sauver des vies et réduire la morbidité causée par la sécheresse, protéger et rétablir les moyens de subsistance et se préparer à répondre à d'autres chocs humanitaires comme les inondations et les déplacements.

L'Ethiopie a enregistré une croissance économique impressionnante ces dernières années, et construit un système de gestion des risques de catastrophes solide. Les services gérés par le gouvernement sont bien établis et soutenus par la communauté internationale. L'un des objectifs déclarés du HRD est de renforcer les services du gouvernement sur le terrain. Cela signifie que, si le plan est bien doté en ressources, il pourrait créer un apport durable pour le développement.

Compte tenu des délais nécessaires pour distribuer les secours, le gouvernement et ses partenaires internationaux font appel à une action immédiate pour cette catastrophe à évolution lente.

Gambie



* Estimations au 30 novembre 2015.

La Gambie continue à souffrir d'une insécurité alimentaire généralisée qui affecte quelques 700 000 personnes (soit un tiers de la population). L'insécurité alimentaire résulte de chocs répétés, notamment les récoltes déficitaires ou de l'augmentation des prix des produits de base. Près de 182 000 personnes ont besoin d'une assistance d'urgence, notamment en termes d'accès à la nourriture et aux intrants pour l'agriculture et l'élevage.

La malnutrition devrait affecter 157 000 enfants âgés de moins de 5 ans. Le dépérissement chez les enfants âgés de moins de 5 ans a considérablement augmenté de 6,4 pour cent en 2005 à 11,5 pour cent aujourd'hui. Cette augmentation est due à l'insécurité alimentaire des ménages, aux mauvaises pratiques d'alimentation des jeunes enfants, à l'inadéquation de l'approvisionnement en eau et en assainissement dans les structures de santé ou au sein des communautés/ménages ainsi qu'à la faible connaissance du personnel soignant des pratiques relatives à la nutrition et à l'hygiène.

La population de la Gambie est également exposée à la méningite et au paludisme tandis que près de 65 pour cent de la population sont à risque de choléra. Du fait de sa position géographique, le pays est vulnérable aux chocs naturels de plus en plus fréquents, notamment la sécheresse, les inondations et les invasions de criquets, pouvant causer la destruction à grande échelle des moyens de subsistance. Il est urgent d'augmenter le niveau du financement humanitaire de la Gambie qui est compte parmi l'un des pays les plus sous-financés du Sahel.

Guatemala



Le phénomène El Niño a exacerbé les dommages cumulés liés à la sécheresse qui ont déjà touché environ 1,5 million de personnes. Le taux de malnutrition aiguë sévère des enfants âgés de moins de 5 ans oscille entre 3,3 et 5,7 pour cent pour l'ensemble du pays tandis que la malnutrition chronique aurait augmenté à la suite de plusieurs années de récoltes inférieures à la moyenne et de l'insécurité alimentaire. Le 1er octobre, le Guatemala a déclaré l'état d'urgence en raison de la sécheresse et de l'insécurité alimentaire. Quelque 500 000 personnes en subiront de graves conséquences, notamment une insécurité alimentaire modérée à sévère, la prochaine récolte n'étant pas attendue avant août 2016.

Le sous recensement des cas de malnutrition dans les zones rurales reculées fait obstacle à l'évaluation du nombre de personnes en besoin d'assistance. Cela est dû à l'interruption des services de santé de proximité assurés auparavant par des ONG dans les communautés les plus éloignées. Le Guatemala vit la pire crise politique et financière de son histoire récente, avec de graves implications pour la capacité de l'Etat à fournir des services à sa population.

La stratégie de réponse humanitaire vise à sauver la vie des personnes les plus affectées tout en soutenant parallèlement les efforts fournis par les familles et les communautés pour renforcer leur résilience et leur capacité à affronter les effets cumulés dévastateurs de cette situation. Cette approche globale répond aux besoins humanitaires et contribuera à promouvoir des changements considérables pour rompre le cycle vicieux de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité.

Haïti

PERSONNES DANS
LE BESOIN



PERSONNES DEVANT
RECEVOIR UNE AIDE



REQUIS (US\$)*



* Estimations au 30 novembre 2015.

Haïti vit une transition politique et sécuritaire majeure. Les élections sont fixées pour nommer les dirigeants politiques à tous les niveaux du gouvernement en 2016, notamment un nouveau président, et la présence de troupes internationales (MINUSTAH) est progressivement réduite. Cinq ans après le tremblement de terre, le pays lutte pour mettre les centaines de milliers d'Haïtiens vivant dans la pauvreté sur la voie du développement en leur offrant un accès égal à la santé, à l'eau et à l'assainissement, à des logements et à des moyens de subsistance sûrs.

La situation humanitaire s'est détériorée en 2015, alors que la gouvernance et le développement sont fragilisés. Ce déclin est marqué par la convergence de multiples risques humanitaires ; à savoir, la persistance du choléra, l'insécurité alimentaire sévère et la malnutrition causés par la sécheresse et les déficits structurels engendrés par le phénomène El Niño, ainsi qu'une crise de protection déclenchée par le retour forcé et volontaire de dizaines de milliers de Haïtiens de la République Dominicaine.

Les besoins immédiats des 60 000 personnes toujours déplacées depuis le tremblement de terre doivent également être pris en compte et des solutions durables s'imposent pour assurer leur avenir. Entre temps, la fragilité est encore aggravée par l'exposition aux catastrophes naturelles comme les ouragans et les sécheresses. La résilience de la population est extrêmement faible.

On estime à 10 millions le nombre de personnes affectées, notamment 4,3 millions d'enfants et près de 200 000 ménages affectés par la sécheresse (660 000 personnes) qui vivent dans l'insécurité alimentaire.

Honduras

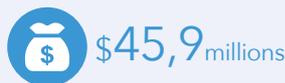
PERSONNES DANS
LE BESOIN



PERSONNES DEVANT
RECEVOIR UNE AIDE



REQUIS (US\$)



Le Honduras est confronté à l'une des plus graves sécheresses de son histoire qui touche plus de 1,3 millions de personnes. En particulier, 250 000 personnes auraient besoin d'une assistance alimentaire immédiate. Il en résulte que l'état d'urgence a été déclaré dans 12 départements. Les priorités sont la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et la nutrition.

Le phénomène El Niño, qui a réduit la quantité des précipitations, devrait se manifester jusqu'au début de l'année 2016. Une action humanitaire est requise pour les ménages vivant dans l'insécurité alimentaire et pour atténuer l'impact de la mauvaise récolte prévue. La sécheresse affecte 98 pour cent des petits producteurs, impliquant une perte moyenne de 81 pour cent de la production agricole. Au-delà, dans les zones affectées, le taux de malnutrition aiguë chez les enfants âgés de moins de 5 ans est trois fois supérieur à la moyenne nationale (1,3 pour cent) et 48 pour cent des enfants vivant dans ces zones souffrent de graves niveaux de malnutrition chronique.

La stratégie de réponse appelle à une action immédiate pour préserver la vie des 253 000 personnes affectées par la sécheresse. Des actions dans les domaines de la santé, de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'assainissement, de l'éducation, de la protection et du relèvement précoce seront menées en coordination avec les stratégies de réduction des risques et de renforcement de la résilience des personnes touchées.

Irak



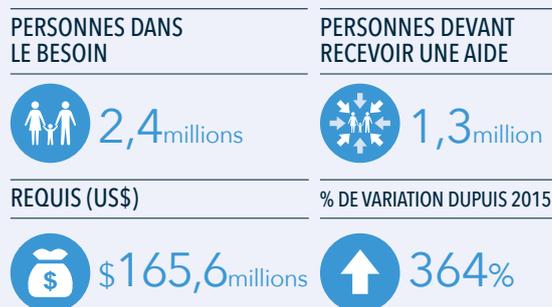
L'Irak est confronté à une crise complexe et en grandissante. Le nombre de personnes ayant besoin de protection et d'assistance humanitaire a doublé depuis l'année dernière pour atteindre désormais 11 millions. Ce chiffre comprend 3,2 millions de personnes déplacées dans le pays depuis janvier 2014, plus de 440 000 rapatriés et près de 250 000 réfugiés syriens. Plus de 3,5 millions de personnes vivent sur le territoire contrôlé par l'Etat Islamique d'Irak et du Levant (ISIL/EIIL) et ont nécessité une forme d'assistance. Les communautés démunies qui abritent une forte concentration de personnes déplacées hors des camps rivalisent pour les rares services, ce qui a pour effet d'aggraver le risque de conflit social.

L'Irak traverse en outre une grave crise de protection, caractérisée par une augmentation rapide de graves violations des droits des enfants. Les populations ont été victimes d'exécutions de masse, de viol systématique et d'horribles actes de violence, y compris des exécutions et des actes de torture. Les enfants ont été utilisés en tant que kamikazes et boucliers humains, tandis que les femmes et les filles ont été asservies et soumises à des actes de violence sexuelle. Il est estimé que 3 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école.

Les besoins humanitaires en Irak sont donc plus vitaux que jamais. De nouveaux déplacements se produisent chaque fois que de nouveaux combats éclatent, alors même que l'accès des civils vers des zones plus sûres diminue en raison de l'importante présence de résidus de guerre explosifs et de dispositifs explosifs improvisés. L'accès à l'aide humanitaire reste considérablement limité par l'insécurité. Les retours en Irak augmentent en nombre, mais des préoccupations persistent face aux difficiles conditions dans de nombreuses zones. Les services de base restent limités, sapés par des années de conflit, de négligence et de déficits budgétaires. On estime à 2,4 millions le nombre de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire, tandis que la malnutrition commence à se manifester.

Le nombre de personnes nécessitant une aide sanitaire a augmenté pour atteindre 50 pour cent dans les zones à forte concentration de personnes déplacées, surpassant ainsi les capacités des établissements de santé. Des épidémies, notamment le choléra, surviennent. Tandis que la violence persiste sans répit à des niveaux élevés et que l'espoir de voir une fin rapide à la crise s'évanouit, de plus en plus de familles irakiennes optent en dernier recours pour la fuite vers d'autres pays, dans leur quête de sécurité et de dignité. Si l'on ne parvenait pas à répondre aux besoins croissants en Irak, la situation serait catastrophique. Les effets s'en feraient ressentir non seulement en Irak mais aussi dans toute la région et éventuellement au-delà.

Libye

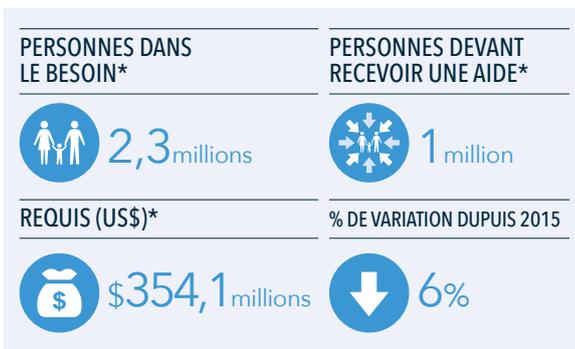


Le conflit armé et l'instabilité perdurent en Libye, générant une détérioration des conditions de vie des populations depuis juillet 2014. La crise a provoqué l'effondrement des institutions gouvernementales et de l'Etat de droit, la prolifération des groupes armés, la perte de réserves d'armes et de munitions, le développement de groupes extrémistes violents et la menace de crises économiques et fiscales imminentes. Les enlèvements, les exécutions ciblées, la torture, le trafic de personnes, les détentions arbitraires, la violence sexuelle et le recrutement forcé d'enfants sont à la hausse. Les affrontements continuent de causer de graves pertes parmi les civils, étant donné que les combats éclatent dans des zones urbaines importantes et sont caractérisés par l'utilisation d'armes explosives, dont la contamination de résidus explosifs de guerre font encore obstacle aux retours volontaires. Les déplacements internes ont presque doublé en une année, touchant désormais 435 000 personnes.

L'accès aux services de base a diminué. Le système de santé affaibli est au bord de l'effondrement en raison de l'insuffisance de personnel et de fournitures de santé. Au moins 20 pour cent des hôpitaux sont fermés et près de 2 millions de personnes ont besoin d'assistance médicale. L'insécurité alimentaire s'aggrave et les taux d'inscription scolaire dans certaines zones de conflit sont inférieurs à 50 pour cent. De nombreux réfugiés et migrants continuent d'affluer vers et à travers la Libye en raison de la porosité des frontières et des réseaux de contrebande. Ces personnes sont confrontées à d'immenses menaces, à l'intérieur de la Libye et en mer Méditerranée tandis qu'elles poursuivent leur quête de sécurité et d'opportunités économiques. Quelque 250 000 d'entre eux ont besoin d'assistance humanitaire.

L'absence d'assistance humanitaire laissera des millions de personnes exposées à des menaces omniprésentes sur leur sécurité et leur dignité. 1,2 million de malades et de blessés ne pourront pas avoir accès à des soins de santé et près de 100 000 enfants seront privés d'éducation. Les perspectives d'une reprise économique rapide seront compromises par la faiblesse accrue du tissu social et l'augmentation de la pauvreté et de la vulnérabilité. Plus de 90 000 réfugiés, demandeurs d'asile et migrants ne seront pas protégés des abus, de la marginalisation ou de l'exploitation des trafiquants.

Mali



* Estimations au 30 novembre 2015.

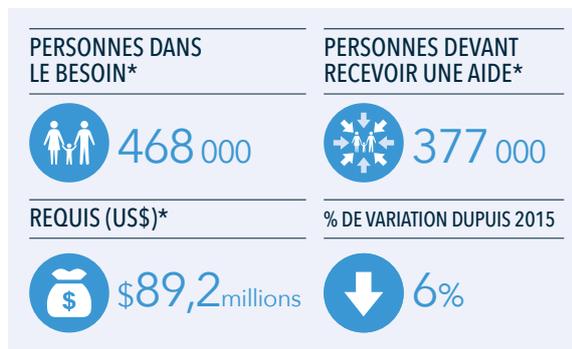
Le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle, caractérisée par une insécurité alimentaire chronique, la malnutrition et les déplacements de population. Quelque 1,9 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire, dont 294 000 ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate en 2016 pour survivre. Quelque 2,2 millions de personnes ont besoin d'accès aux services de santé et 840 000 de services d'approvisionnement en eau et assainissement. Plus de 700 000 enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë et sont exposés à un risque de mortalité de 5 à 20 fois plus élevé que la normale. Dès le début du mois d'octobre, 96 121 cas de malnutrition sévère avaient été rapportés, soit déjà une augmentation de plus de 30 pour cent par rapport au chiffre prévu pour toute l'année 2015.

En octobre, il y avait près de 62 000 personnes déplacées au Mali. L'accès limité aux services de base en raison du manque de fonctionnaires, de personnel de santé et d'infrastructures aggrave la vulnérabilité des personnes. Quelque 751 000 personnes, dont plus de la moitié sont des rapatriés vivant dans le nord, ont besoin d'un appui en protection. La pression sur les ressources limitées et l'absence d'Etat de droit alimentent les conflits entre les communautés. Près de 139 000 réfugiés maliens se trouvent encore en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso.

La communauté humanitaire a distribué de la nourriture à 1,6 million de personnes, dispensé des soins de santé à 1,3 million de personnes, favorisé l'accès à l'eau potable à plus 190 000 personnes et apporté un soutien nutritionnel à plus de 200 000 personnes. Cela, malgré le regain de violence et la persistance de l'insécurité due à la présence de groupes armés qui ciblent de plus en plus le personnel, le matériel les installations humanitaires et font obstacle à l'accès aux populations dans les régions de Gao, de Kidal et de Tombouctou.

Avec la récente signature de l'accord de paix, les communautés touchées par les conflits attendent désormais de voir les dividendes de la paix. Néanmoins, les résidus explosifs de guerre, les dispositifs explosifs improvisés et les mines terrestres menacent la vie des populations de Gao, Kidal, Mopti et Tombouctou. Dans l'attente du déploiement des services de l'Etat et des acteurs du développement, les travailleurs humanitaires doivent continuer à jouer un rôle vital dans la réponse aux besoins de essentiels des populations vulnérables et au renforcement de leur résilience. L'absence de soutien à l'action humanitaire à ce stade clé du pays pourrait compromettre les espoirs d'une paix durable.

Mauritanie



* Estimations au 30 novembre 2015.

La Mauritanie est caractérisée par une insécurité alimentaire due à la saison de soudure prolongée par suite de l'insuffisance de pluies, une crise nutritionnelle augmentant encore les taux de malnutrition déjà élevés et des situations humanitaires soudaines à déclenchement rapide. Le pays est déjà confronté à une situation nutritionnelle alarmante. En témoignent l'augmentation des admissions pour malnutrition aiguë sévère dans les centres de nutrition ainsi que les résultats des enquêtes sur la nutrition publiés par le Ministère de la Santé en juillet 2015. La situation est la pire dans les sept régions du sud du pays: Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba, Guidimakha, Gorgol, Brakna et Tagant.

Quelque 1,4 million de personnes devraient vivre dans une situation d'insécurité alimentaire et 370 000 enfants et femmes enceintes et allaitantes devraient avoir besoin d'un traitement thérapeutique pour la malnutrition aiguë globale. Sept des 13 régions du pays ont dépassé les seuils d'urgence de malnutrition aiguë modérée de 15 pour cent.

Le faible système de santé de la Mauritanie-dont la portée géographique limitée des services de santé, et les ressources humaines qualifiées sont limitées-, est insuffisamment équipé pour dispenser une assistance aux personnes qui en ont besoin. La couverture vaccinale est faible et inégale entre les districts de santé.

Compte tenu de la fragilité de la situation sécuritaire au Mali, le retour massifs des 50 000 réfugiés maliens en Mauritanie n'est pas à l'ordre du jour. La présence prolongée de réfugiés et de leur bétail dans le camp de Mbéra et aux alentours devrait provoquer un déficit de pâturages qui entraînera un mouvement précoce et prolongé des troupeaux.

Myanmar



* Estimations au 30 novembre 2015.

Des transitions majeures se poursuivent au Myanmar. Les premières élections libres depuis un quart de siècle ont été organisées en novembre 2015 et un accord de cessez-le-feu à l'échelle de la nation a été signé avec huit groupes armés ethnique en octobre 2015.

La situation humanitaire est caractérisée par une combinaison de vulnérabilités aux catastrophes naturelles, aux conflits armés, aux tensions intercommunautaires, à l'absence d'Etat, au trafic et aux migrations. Plus de 240 000 personnes sont encore déplacées.

Dans l'Etat d'Arakan (Rakhine), les tensions intercommunautaires et les politiques et pratiques restrictives continuent d'affecter les personnes déplacées dans les camps et dans les communautés environnantes. De nombreux musulmans n'ont pas un accès adéquat aux services de santé, à l'éducation et à d'autres services de base en raison des limitations persistantes de leur liberté de circulation. Le gouvernement a initié un programme de rapatriement pour certaines des personnes déplacées en 2015 mais la majorité de ces personnes reste confinée dans les camps et dépend essentiellement de l'aide humanitaire.

Les personnes quittant l'Arakan par mer passent par des réseaux clandestins et sont vulnérables au trafic humain. Dans les Etats de Kachin et Shan, 96 000 personnes sont encore déplacées suite au conflit armé de 2011. Malgré un accord de cessez-le-feu national signé avec les groupes armés en octobre 2015, la non-résolution du conflit a entraîné de nouveaux déplacements.

Les inondations et les glissements de terrain à l'échelle nationale de 2015 ont exacerbé les nombreuses vulnérabilités préexistantes, touchant 9 millions de personnes dans 12 des 14 états/régions du pays et causant le déplacement de 1,7 millions de personnes.

Le Plan de réponse humanitaire pour 2016 s'inscrit dans un engagement plus large des Nations Unies et de leurs partenaires au Myanmar visant à assurer la protection des civils, la consolidation de la paix, l'appui à la récupération et le développement à plus long terme. Le plan est essentiellement axé sur les trois états où les besoins humanitaires sont les plus urgents: Arakan, Kachin et Shan. Les objectifs stratégiques les plus importants sont de s'assurer de la protection et de l'assistance des civils affectés par le conflit, de s'assurer de l'accès équitable aux services de base et aux moyens de subsistance et de renforcer la résilience des communautés aux futurs conflits et aux futures catastrophes naturelles. La stratégie insiste sur l'importance de lier les secours d'urgence aux actions de développement, sur la participation des personnes affectées à la prise de décision, la sensibilisation au conflit et l'assurance d'une approche sensible aux questions liées au genre.

Niger



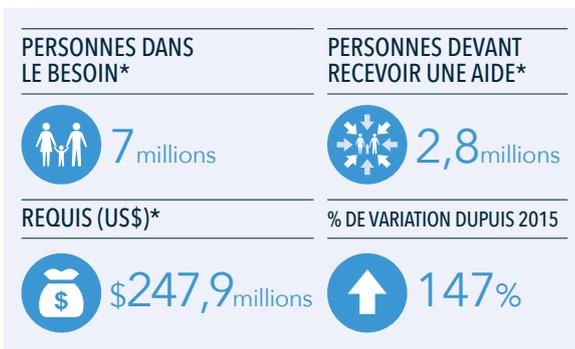
* Estimations au 30 novembre 2015.

Le Niger, l'un des pays les moins développés au monde, est confronté à une combinaison d'insécurité alimentaire et de malnutrition chroniques, à des inondations et épidémies récurrentes et à des afflux de population en provenance du Mali et du Nigéria. Quelque 2,5 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire et 1,3 million de personnes sont exposées à un risque de malnutrition dont 80 pour cent sont des enfants.

Les inondations risquent d'affecter plus de 100 000 personnes et devraient potentiellement accroître le risque de transmission de maladies d'origine hydrique. Une éruption de choléra pourrait provoquer jusqu'à 6 000 cas, en particulier autour de la région du fleuve Niger et dans la zone du Lac Tchad. Une épidémie étendue de méningite à méningocoques pourrait aussi causer 15 000 cas. Tous les ans, le Niger traite entre 350 000 et 400 000 enfants pour malnutrition aiguë sévère. Tous les établissements de santé dispensent ce service, notamment 45 hôpitaux dispensant un traitement aux enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et de complications médicales.

Les attaques de Boko Haram au Nigéria et sur le territoire du Niger ont causé le déplacement de plus de 200 000 personnes dans la région de Diffa et affecté quelque 150 000 personnes issues des communautés d'accueil. L'insécurité et les besoins humanitaires risquent d'augmenter considérablement pendant l'année, en particulier pendant la saison sèche durant laquelle le fleuve Komadougou, frontière naturelle entre les deux pays, se trouve à sec. Au même moment, le nombre de réfugiés maliens a atteint un chiffre record en raison de la persistance de la violence dans le nord du Mali, qui a poussé les populations à chercher refuge au Niger. Quelque 54 000 Maliens se sont installés dans les régions de Tahoua et de Tillabéry où les tentes sont progressivement remplacées par des abris permanents. C'est là un signe que de nombreux réfugiés n'ont aucune intention de retourner au Mali dans un avenir proche. On estime également que 80 000 à 120 000 migrants tenteront de traverser le désert d'Agadez à la recherche de meilleures opportunités économiques en Europe.

Nigéria



* Estimations au 30 novembre 2015.

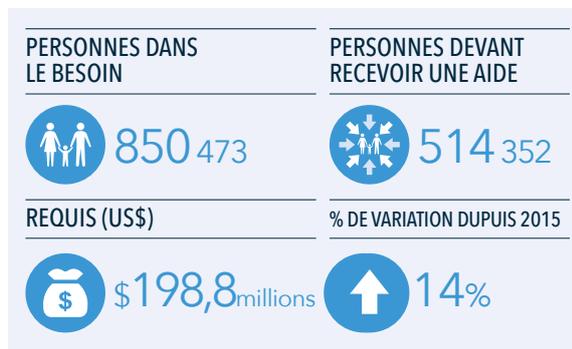
La crise dans le nord du Nigéria, précipitée par la violence de Boko Haram, touche actuellement quelque 14,6 millions de personnes dans les Etats de l'Adamawa, de Borno, de Gombe et de Yobe dans le nord-est. L'effondrement des services de bases, l'insécurité alimentaire endémique et la destruction des moyens de subsistance, le sous-développement et les déplacements causés par le conflit persisteront probablement en 2016. Quelque 7 millions de personnes souffrent des conséquences extrêmes du conflit armé et ont besoin d'assistance humanitaire, notamment les 4 millions de personnes qui vivent dans l'insécurité alimentaire sévère.

2,2 millions de personnes ont été déplacées dans ce qui est l'une des crises de déplacement à évolution la plus rapide d'Afrique. Plus de 90 pour cent de ces personnes vivent dans des communautés d'accueil dont la capacité d'adaptation est considérablement débordée. Il s'ensuit des tensions avec les communautés d'accueil qui pourraient causer le déplacement secondaire de personnes déjà déplacées. Le Nigéria est également l'un des endroits au monde qui compte le plus important nombre d'enfants déplacés. Sans une assistance humanitaire en temps opportun, 1,3 million d'enfants resteront déplacés et 600 000 enfants déscolarisés en 2015 seront plus vulnérables à la radicalisation et au recrutement forcé par les groupes armés. De graves violations des droits humains, des exploitations et des abus ont été commis, particulièrement contre les femmes et les enfants.

Les cultures, les plantations et le commerce de produits agricoles et de bétail dans le nord-est du Nigéria et au-delà des frontières ont été entravés par le conflit en cours, l'insécurité et l'ampleur des déplacements. Les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont élevés, avec 20 pour cent des ménages dans les Etats de Borno et de Yobe, confrontés à des déficits de consommation alimentaire.

Les perspectives pour 2016 posent de graves défis. La situation sécuritaire reste instable et le conflit armé dynamique. La plupart des personnes déplacées déclarent vouloir rentrer chez elles mais les conditions ne se prêtent pas à des retours volontaires, sûrs et dignes. La réponse humanitaire en 2016 promouvra le caractère central de la protection et cherchera à relever les défis d'accès, si possible, puisque quelques 3 millions de personnes demeurent inaccessibles.

Nigéria RRP



Cameroun, Tchad, Niger

Le Plan d'intervention régional pour les réfugiés (RRRP) au Nigéria, de 2016, cible les besoins de 514 352 réfugiés accueillis à l'intérieur et en dehors de camps au Cameroun, au Niger et au Tchad, ainsi que les besoins des communautés d'accueil touchées.

L'année 2015 a de nouveau été témoin de plusieurs attentats-suicides et de vagues de violence perpétrés par Boko Haram dans le nord-est du Nigéria, mais aussi dans les pays d'asile, incitant les Gouvernements du bassin du Lac Tchad à s'engager dans des activités militaires pour lutter contre les insurgés. Cette situation a provoqué des déplacements internes massifs et un afflux de réfugiés au Tchad, au Niger et au Cameroun. Comme la situation sécuritaire continue à se détériorer, l'accès aux populations visées est devenu difficile.

Les acteurs humanitaires intervenant dans le cadre du RRRP s'appuieront sur les réalisations de 2015 et renforceront le plaidoyer en faveur de la protection. En raison de l'accroissement du nombre de personnes déplacées, il faut s'attendre à une hausse des besoins dans les secteurs de la santé, de l'alimentation, de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, des abris et des articles non alimentaires.

territoire Palestinien occupé



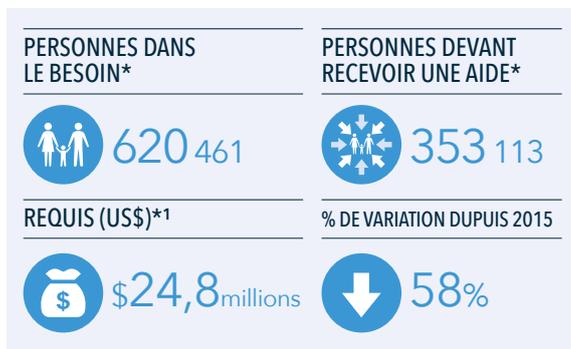
* Estimations au 30 novembre 2015.

Sur le territoire Palestinien occupé, le contexte humanitaire reste directement lié à l'occupation qui en est aujourd'hui à sa quarante-huitième année. Les besoins ont fortement augmenté à Gaza des suite à l'escalade des hostilités qui a duré 51 jours durant le milieu de l'année 2014, tandis que les besoins restent encore élevés un an plus tard. Les défis sous-jacents demeurent inchangés. Des mesures de protection sont nécessaires pour au moins 1,8 million de Palestiniens exposés ou à risque des menaces associées au conflit et à la violence, au déplacement, aux entraves d'accès aux moyens de subsistance, à la détention administrative, à la détresse psychosociale ou l'exposition aux résidus explosifs de guerre. La dispense de services essentiels est nécessaire pour les ménages les plus vulnérables et les ceux qui sont régulièrement exposés ont besoin de soutien pour faire face à la nature prolongée de la crise humanitaire et au cycle récurrent de chocs naturels ou causés par l'homme. La paralysie des pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens, la poursuite du conflit et la stagnation de l'économie sont annonciateurs d'une année très difficile pour les civils.

Ces dynamiques sont particulièrement magnifiées à Gaza, compte tenu du blocus qui isole depuis huit ans 1,8 million de Palestiniens, aggravant une économie chancelante et contribuant à exposer 60 pour cent des jeunes au chômage. L'année dernière, les hostilités ont dévasté les infrastructures publiques et causé un déficit chronique de courant malgré que les efforts récemment entrepris pour assouplir les restrictions et faciliter la reconstruction commencent à produire des résultats. En Cisjordanie, l'expansion et la violence des colons, l'absence de responsabilité et les démolitions ont contribué à augmenter la frustration et le conflit. Les tensions à Jérusalem-Est se sont accrues en octobre 2015 et la violence s'est propagée à Israël et à la Cisjordanie, faisant des victimes et des blessés parmi les Israéliens et les Palestiniens.

Le Plan de réponse humanitaire pour 2016 vise à répondre à leurs besoins en apportant une assistance en termes de protection et d'accès aux services pour les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Il vise également à soutenir la capacité des foyers exposés à faire face aux chocs prolongés et récurrents, en particulier à Gaza.

Sénégal



* Estimations au 30 novembre 2015.

Des crises alimentaires et nutritionnelles répétées continuent d'affecter le Sénégal malgré les efforts continus du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers. Le pays est vulnérable aux chocs climatiques, notamment la sécheresse dans les régions du nord et de graves inondations dans d'autres parties du pays. La sécurité alimentaire s'est sérieusement réduite dans beaucoup de communautés.

En 2016, 2,4 millions de personnes - un sixième de la population - vivront dans l'insécurité alimentaire, en particulier dans l'est et dans le nord du pays. L'incidence de la malnutrition aiguë devrait augmenter de 25 pour cent, touchant 400 000 enfants âgés de moins de 5 ans.

Des ressources et des capacités supplémentaires seront toujours nécessaires en 2016 pour soutenir le traitement et la prévention de la malnutrition. Comme l'a démontré l'épidémie de la maladie à virus Ebola, le système de surveillance épidémiologique et les installations sanitaires doivent être améliorés d'urgence. Il est également crucial de renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'introduire des mesures préventives dans les zones sujettes aux inondations. Dans les zones affectées par la crise nutritionnelle, l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement sera capital pour éviter une détérioration de l'état sanitaire de la population.

¹ Comprend les besoins régionaux du Sahel d'un montant de 4,9 millions USD.

Somalie



* Estimations au 30 novembre 2015.

La Somalie a enregistré des progrès constants en termes de stabilité politique mais les besoins humanitaires persistent en raison de la variabilité climatique, des conflits armés, de l'insécurité et de la faiblesse des services de base. Environ 4,9 millions de personnes ont besoin d'un soutien nécessaire à leur survie et à leurs moyens de subsistance. La malnutrition reste élevée avec environ 308 000 enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë et 56 000 autres souffrant de malnutrition sévère. Environ 1,1 million de personnes sont déplacées dans le pays et sont hautement vulnérables aux catastrophes naturelles, aux épidémies et à des risques de protection. La violence, exacerbée par l'utilisation de dispositifs explosifs improvisés, l'exploitation et les abus dont les enfants sont victimes restent généralisés. Le phénomène El Niño a causé des pluies torrentielles, des inondations et a aggravé la sécheresse dans le Somaliland. Cela exacerbe la situation alimentaire et nutritionnelle déjà désastreuse, les déplacements et les maladies et limitera encore davantage l'accès humanitaire.

La mauvaise qualité des services de base continue de saper la résilience des personnes vulnérables. Environ 3,2 millions de Somaliens ont besoin de services de santé d'urgence et 2,8 millions de personnes nécessitent un accès à l'eau. Approximativement 1,7 million d'enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas accès à l'école. La Somalie continue, en outre, de recevoir l'afflux de réfugiés et de personnes retournées fuyant le conflit au Yémen, ce qui accroît la pression sur les services de base déjà limités.

En 2015, plus de 189 000 enfants âgés de moins de 5 ans ont été traités pour malnutrition aiguë. Des taux critiques de malnutrition grave se maintiennent au-dessus de 15 pour cent dans cinq sites réunissant les personnes déplacées, soit à Baidoa, Dhobley, Doolow, Gaalkacyo et Garowe.

Un million de personnes ont reçu des soins de santé de base, plus de 2 millions d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite et la Somalie a été déclarée exempte de cette maladie en octobre. En septembre, on estimait que 421 000 personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire, tandis que 479 000 personnes ont bénéficié des activités visant à rétablir leurs moyens de subsistance. Approximativement 826 000 personnes ont bénéficié d'un accès à de l'eau potable.

Malgré ces réalisations, les financements, toujours limités et tardifs, ont continué à saper la capacité de réponse des partenaires humanitaires. Les partenaires n'ont pas suffisamment de fonds pour répondre aux effets des inondations, les partenaires de la santé s'efforcent de dispenser des services de santé essentiels à l'échelle requise et sept hôpitaux en Somalie du Sud et Centrale risquent d'être fermés dans un proche avenir en cas d'indisponibilité de financement.

En 2016, les partenaires se focaliseront sur la dispense d'une aide vitale et le renforcement des moyens de subsistance pour consolider la résilience des populations face aux

Soudan



Le Soudan continue de faire face à des défis humanitaires complexes et de graves problèmes de protection persistent dans de nombreuses zones. Au Darfour, au moins 100 000 personnes ont fui les combats qui ont eu lieu dans la première moitié de 2015, augmentant ainsi la pression sur les services dans les camps de personnes déplacées établis depuis longtemps et qui abritent désormais plus d'1 million de personnes. Dans les Etats du Sud-Kordofan et du Nil Bleu, les organisations humanitaires étaient encore incapables d'atteindre les personnes les plus gravement touchées par quatre années de guerre. En novembre 2015, le nombre de réfugiés sud-soudanais qui sont arrivés depuis décembre 2013 a atteint 197 000. Ce nombre inclut un afflux de plus de 40 000 personnes arrivées entre juin et juillet uniquement.

L'état nutritionnel des enfants reste un défi d'ampleur nationale, tandis qu'une épidémie de rougeole prolongée a démontré la vulnérabilité persistante du Soudan aux urgences de santé publique. Le phénomène El Niño a contribué à la diminution des précipitations dans les principales régions agricoles, réduisant les rendements et la régénération des pâturages.

Au cours de l'année 2015, les partenaires humanitaires au Soudan ont fourni des services de santé à plus de 2 millions de personnes ainsi que de la nourriture et des intrants agricoles à quelque 3,1 millions de personnes. Plus de 25 000 ménages de nouveaux déplacés et 120 000 réfugiés sud-soudanais ont reçu des matériaux pour l'édification d'abris et des biens non alimentaires de première nécessité. Quelque 1,6 million de personnes ont pu accéder à l'eau potable améliorée et 83 000 enfants souffrant de malnutrition sévère et âgés de moins de 5 ans ont été traités. Cependant, le manque de financement a forcé de nombreuses ONG, en particulier dans le secteur de la santé, à réduire ou suspendre des projets dans les camps de déplacés.

En 2016, les partenaires humanitaires continueront de donner la priorité à l'aide humanitaire vitale. Les acteurs s'efforceront dans la mesure du possible à gérer les opérations d'une manière qui contribue au relèvement à plus long terme des personnes et des communautés touchées, notamment en mettant davantage l'accent sur les approches et les liens multisectoriels et avec les activités de développement. Les partenaires chercheront également à collaborer avec le gouvernement, les acteurs locaux et les personnes déplacées pour parvenir à des solutions durables aux situations de déplacement prolongé.

chocs récurrents. Les partenaires œuvreront également au renforcement de la protection et catalyseront des solutions durables et dignes pour les personnes déplacées.

Soudan du Sud



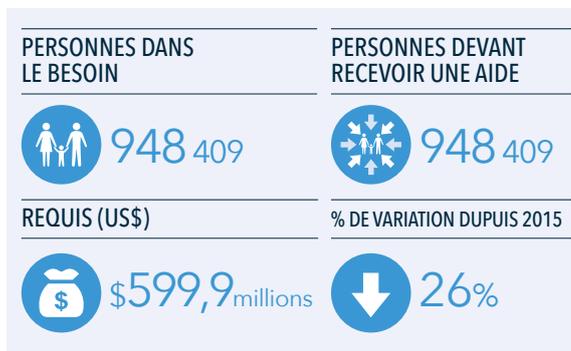
* Estimations au 30 novembre 2015.

Malgré la signature d'un accord de paix en août 2015, le conflit au Soudan du Sud a continué à causer de profondes souffrances et des besoins humanitaires chez les civils dans de nombreuses parties du pays. Les combats entre les acteurs armés et la violence intercommunautaire continuent de se propager en forçant les populations à fuir. Les maladies, le déclin économique et les hausses de prix ont épuisé la capacité des populations à faire face aux chocs dans les Etats d'Unité et du Nil Supérieur, de Jonglei, des Lacs, d'Equatoria-Occidental et d'Equatoria-Central. Globalement, plus de 2,3 millions de personnes (environ 25 pour cent de la population) sont déplacées dont plus de 1,6 million le sont à l'intérieur du Soudan du Sud. Plus de 640 000 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins. Plus de 184 000 autres recherchent la sécurité dans six sites de protection de civils surpeuplés et où les ressources sont insuffisantes tandis qu'à l'extérieur de ces sites, des attaques ciblées contre les civils et leurs biens se poursuivent. La violence sexospécifique s'est aggravée, et les femmes et les filles rapportent que le viol est une pratique courante du conflit.

En 2015, l'insécurité alimentaire a atteint ses plus hauts niveaux depuis le début du conflit. Environ 3,9 millions de personnes (34 pour cent de la population) vivaient dans l'insécurité alimentaire en septembre, soit une augmentation de 80 pour cent par rapport à la même période en 2014. Une insécurité alimentaire catastrophique a été rapportée pour les ménages, soit 40 000 personnes, des zones les plus touchées par les combats dans l'Etat d'Unité, qui sont confrontées à la faim, à la mort et à l'indigence. La situation nutritionnelle des enfants reste très difficile: on estime que plus de 237 000 souffrent de malnutrition aiguë sévère. Sans une amélioration de l'accès aux populations en besoin, les perspectives sont extrêmement sombres pour 2016.

Malgré les dangers et les difficultés de l'environnement opérationnels, les partenaires humanitaires ont dispensé une assistance humanitaire à plus de 4 millions de personnes en 2015, y compris dans les zones reculées et difficiles d'accès. Il s'agissait d'un soutien alimentaire et d'un appui aux moyens de subsistance, sous forme d'abris et d'articles non-alimentaires, d'éducation d'urgence et de traitement de plus de 1 million de cas de paludisme. En 2016, les partenaires humanitaires s'efforceront de prioriser et de rationaliser les opérations humanitaires de survie. Les efforts seront renforcés pour atteindre les personnes privées d'une assistance adéquate.

Soudan du Sud RRP



Ethiopie, Kenya, Soudan, Ouganda

Malgré l'Accord sur la Résolution du conflit en République du Soudan du Sud, signé par les parties belligérantes en août 2015, des violations du cessez-le feu ont été rapportées, tandis que la sécurité se détériore la vulnérabilité de la population s'accroît, poussant les Sud-soudanais à traverser les frontières en quête de protection internationale. Entre décembre 2013 et la fin d'octobre 2015, plus de 640 000 Sud-soudanais ont cherché refuge dans les pays voisins. Si l'accord de paix ne parvient pas à réaliser ses objectifs, ce nombre pourrait atteindre 948 000 d'ici la fin de l'année 2016.

Les services de base, notamment la nutrition et les services de santé, l'eau et l'assainissement ainsi que l'aide alimentaire devront répondre aux taux important de malnutrition parmi les nouveaux arrivants.

Les interventions monétaires, lorsqu'elles sont possibles, élargiront la possibilité de choix pour les réfugiés et amélioreront et diversifieront leur régime alimentaire. L'allocation de terres supplémentaires est nécessaire pour décongestionner les camps et les établissements. Il est demandé aux gouvernements d'autoriser l'exercice d'activités d'autonomisation et de moyens de subsistance qui profiteront aussi bien aux communautés d'accueil qu'aux réfugiés. Il est impératif d'éliminer les mines et les résidus d'explosifs de guerre pour assurer le retour durable et sécurisé des populations déplacées.

L'éducation est fondamentale dans la promotion de l'autonomie et de solutions à long terme et constitue l'unique point d'entrée pour l'intégration et la coexistence pacifique. Sans aide, plus de 44 pour cent des enfants de réfugiés sud-soudanais ne seront pas inscrits à l'école et ne bénéficieront pas de stratégie d'éducation qui ciblent également les filles réfugiées.

L'appui au renforcement des systèmes de protection des enfants permettra de fournir des soins alternatifs appropriés et des services de recherche de familles pour plus de 34 000 enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. De même, l'élargissement des services de protection sociale pour inclure l'appui psychosocial spécialisé, aidera à cibler 70 pour cent de la population de réfugiés de moins de 18 ans. Les organisations souhaitent adopter des approches et politiques intégrées qui profitent aux réfugiés et aux communautés d'accueil et encouragent la coexistence pacifique.

Syrie



Alors que la crise en Syrie entre dans sa cinquième année, la situation humanitaire du pays continue de se détériorer, avec un impact dévastateur sur la vie de millions de Syriens. On estime que le conflit a tué 250 000 personnes, blessé plus de 1,2 million, et provoqué une vaste contamination de résidus de guerre explosifs, y compris des engins explosifs improvisés. Plus de la moitié de la population a été déplacée, dont 1,2 million de personnes en 2015, et plusieurs l'ont été pour la deuxième ou troisième fois. Plus de 4,2 millions de Syriens sont désormais réfugiés.

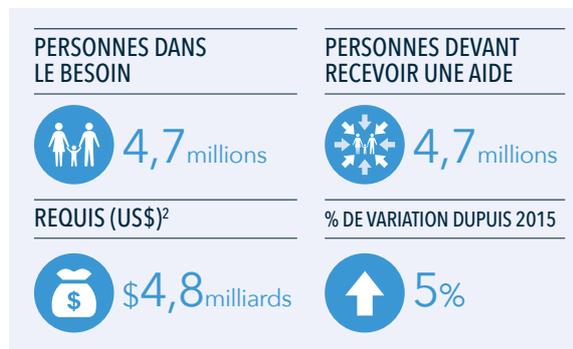
En l'absence d'une solution politique viable, les perspectives humanitaires pour 2016 restent désastreuses. On estime que 13,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire; 11,5 millions de personnes ont besoin d'aide en santé; 8,7 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire; 2,4 millions de personnes ont besoin d'abris; et 70 pour cent de la population est privée d'accès à l'eau potable.

Le système de santé a été dévasté par le conflit: plus de 3,1 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans et de femmes enceintes et allaitantes sont exposés au risque de malnutrition, et près des deux tiers des hôpitaux publics sont détruits ou ne fonctionnent que partiellement. Un enfant sur trois reste hors d'atteinte pour une vaccination adéquate. Les réfugiés palestiniens en Syrie sont également gravement touchés par la crise: 62 pour cent sont des déplacés et la quasi-totalité de la population des réfugiés palestiniens dépend de l'aide pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires.

Malgré le contexte opérationnel difficile, l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires continuent de d'atteindre des millions de personnes dans le besoin. En 2015, une moyenne de 6 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire mensuelle, et plus de 4,8 millions de personnes ont bénéficié d'articles non alimentaires et d'une aide pour l'hébergement. Près de 8,1 millions de personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement, tandis que plus de 2,5 millions ont eu accès à l'eau potable.

Cependant, il en faut bien plus. L'insécurité et les difficultés d'accès comptent parmi les principaux obstacles à une réponse rapide et efficace, mais le manque de financement a également contraint les organismes à réduire les programmes. Les agences d'assistance alimentaire ont été forcées à réduire le contenu des paniers de nourriture et des centaines de milliers de personnes risquent de ne pas avoir accès aux services de santé.

Syrie 3RP



Egypte, Irak, Jordanie, Liban, Turquie

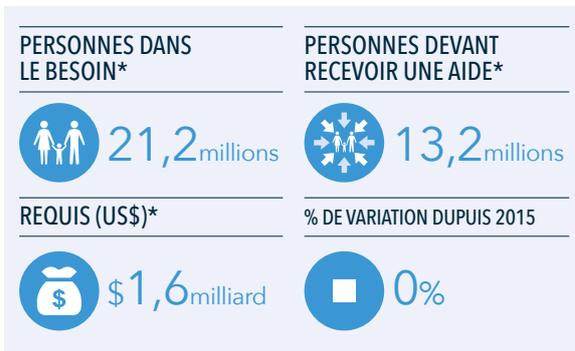
Le Plan régional des réfugiés et de résilience (Regional Refugee and Resilience Plan -3RP) de 2016 est un plan régional cohérent orienté autour des réponses-pays et qui vise à prendre en charge les besoins humanitaires et de protection des réfugiés, tout en renforçant la résilience des populations vulnérables, des communautés affectées et la capacité des systèmes nationaux à fournir des services dans les cinq pays les plus touchés autour de la Syrie.

Dans la limite du possible, le plan est mené au niveau national. Il dispose d'un chapitre pour chaque pays, incluant le Plan de réponse pour la Jordanie (Jordan Response Plan) dirigé par le gouvernement jordanien, le Plan libanais de réponse à la crise (Lebanon Crisis Response Plan) dirigé par le gouvernement libanais, ainsi que de différents chapitres par pays préparés par l'ONU, en coordination avec les gouvernements d'Irak (conformément au Plan d'intervention stratégique pour l'Irak), d'Egypte et de Turquie. De par sa composante relative aux réfugiés, le plan 3RP aborde la question de la protection et de l'assistance durables aux réfugiés, conformément aux principes humanitaires; il contient également une emphase sur la résilience pour soutenir les communautés locales et les gouvernements hôtes, en renforçant davantage les capacités et en adoptant pour une approche à long terme élargissant et améliorant les services.

Les besoins, les cibles, les approches, les objectifs et les ressources sont identifiés et pris en charge au niveau des pays tout en restant conformes au plan régional ainsi qu'aux principes de la protection des réfugiés, du droit international et de la résilience. Le renforcement des capacités nationales est une priorité essentielle pour rendre la réponse collective plus efficace et plus durable et diminuer l'occurrence de la mise en place de systèmes de prestation de services parallèles.

² Comprend les besoins du Gouvernement du Liban.

Yémen



* Estimations au 30 novembre 2015.

Le conflit au Yémen, qui s'est intensifié en mars 2015, a exacerbé une crise humanitaire déjà désastreuse au sein de la nation la plus pauvre du monde arabe. Plus de 2,3 millions de personnes ont été forcées de fuir leurs foyers et la violence, tandis que les restrictions à l'importation ont accéléré la dégradation des conditions de vie et annulé les améliorations fragiles enregistrées fin 2014. Un soutien urgent est à présent nécessaire pour veiller à ce que 19,3 millions de personnes aient accès à l'eau potable, 14,1 millions de personnes puissent recevoir des soins de santé de base et 1,8 million d'enfants aient accès à l'éducation. Plus de 14 millions de personnes vivent désormais dans l'insécurité alimentaire (dont 7,6 millions font face à sa forme sévère), et 2,1 millions de personnes souffrent de malnutrition, dont 1,3 million d'enfants.

De graves violations ainsi que des violations des droits de l'homme continuent d'être commises par toutes les parties au conflit. À la fin d'octobre, les établissements de santé avaient enregistré plus de 32 600 victimes (dont plus de 5 700 décès), ce qui constitue une moyenne de 153 blessés ou de décès chaque jour. Les décès et les blessures d'enfants ont quintuplé par rapport à 2014. Les attaques contre les civils, la présence de risques d'explosion, la destruction des maisons et des biens et les déplacements massifs se poursuivent sans relâche.

Malgré le contexte opérationnel difficile parsemé de contraintes d'accès et de sécurité, les partenaires humanitaires ont apporté de l'aide sous diverses formes à plus de 10,8 millions de personnes entre avril et octobre 2015. Plus de 8,1 millions de personnes ont bénéficié d'une distribution générale de nourriture à titre exceptionnel ou de transferts monétaires, tandis que 2,4 millions d'autres continuent de recevoir régulièrement des approvisionnements alimentaires mensuels. Plus de 109 000 enfants souffrant de malnutrition sévère ont été traités dans des centres d'alimentation thérapeutique et 3,7 millions de personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau potable. Le Plan d'action humanitaire 2016 pour le Yémen accorde la priorité aux régions du pays ayant les besoins les plus élevés. L'aide portera essentiellement sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'eau potable, l'accroissement de la sécurité alimentaire et l'amélioration des services de protection. Les agences et les partenaires des Nations Unies continuent à fonctionner à partir de cinq centres d'opérations dans le pays, avec le soutien des bureaux à Djibouti, en Jordanie et en Arabie saoudite.

Yémen RRMRP



Djibouti, Ethiopie, Région Moyen-Orient, Soudan, Somalie

La situation au Yémen s'est transformée en une crise prolongée et la capacité d'absorption de la région est limitée. Avec plus de 12 millions de personnes déplacées, de réfugiés, de migrants bloqués et de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire, le Yémen est devenu une poudrière en terme de migration dans le monde entier. La réponse immédiate pour les personnes fuyant vers les pays voisins du Moyen-Orient ou traversant le golfe d'Aden pour se rendre à Djibouti et ensuite vers l'Ethiopie, la Somalie et le Soudan, répond aux besoins fondamentaux des réfugiés, des rapatriés et des migrants qui doivent s'inscrire et fournir les documents requis pour pouvoir accéder aux services essentiels. L'absence de liberté de mouvement à l'arrivée et la nécessité d'être parrainé pour pouvoir entrer dans certains pays constituent des problèmes de protection. Malgré tous les efforts consentis, les conditions dans les camps, ainsi que dans les zones urbaines, sont encore loin d'être adéquates. Par conséquent, les réfugiés mènent une vie précaire sans logement adéquat, en marge de la société et sans documents ni accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et l'emploi.

L'intervention vise à fournir des services essentiels tels que l'abri temporaire, la nourriture, les articles non alimentaires et les soins de santé à 162 630 réfugiés, migrants et rapatriés. Les organisations défendront et soutiendront également l'accès au travail pour maximiser l'autonomie des personnes en attendant l'identification de solutions. Le plaidoyer se poursuivra en faveur des réfugiés pour qu'ils aient le choix de s'installer en dehors des camps et de jouir de leur liberté de mouvement, tout en améliorant leur accès à un logement et à des services adéquats à l'intérieur des camps ou des établissements. Les migrants bloqués recevront protection et assistance de retour chez eux.

En dépit du conflit en cours, les personnes sont toujours prêtes à faire le voyage risqué pour rentrer au Yémen : plus de 11 000 personnes sont arrivées en octobre. Les campagnes de sensibilisation visent à informer les populations sur les conditions de vie au Yémen et le danger qu'elles courent en s'embarquant dans un voyage périlleux.

Ukraine

PERSONNES DANS
LE BESOIN



3,1 millions

PERSONNES DEVANT
RECEVOIR UNE AIDE



2,5 millions

REQUIS (US\$)



\$298 millions

% DE VARIATION DUPUIS 2015



6%

Le conflit en Ukraine entre maintenant dans sa troisième année. L'absence d'une solution politique signifie que l'insécurité, les besoins humanitaires et de protection se poursuivront probablement en 2016. En novembre, plus de 8 500 personnes avaient été tuées et plus de 17 900 sont blessés, dont des civils, des militaires et des membres de groupes armés. Près de 800 000 personnes vivent dans des conditions inacceptables le long de la ligne de contact, et quelque 2,7 millions de personnes résident dans les zones non contrôlées par le gouvernement où la liberté de mouvement est limitée. Dans ces zones, l'Etat de droit et les garanties pour la protection des droits de l'homme n'existent pas. En outre, plus d'un million de personnes ont à présent fui vers les pays voisins et quelque 800 000 sont déplacés internes en l'Ukraine. Les espoirs se concentrent sur la pérennité du cessez-le feu précaire, en place depuis septembre 2015. Seule la continuation de l'apaisement et une reprise totale des services de base dans les zones non contrôlées par le gouvernement mettront fin à la situation humanitaire et rétabliront la vie normale pour les habitants de l'Ukraine.

Le cessez-le feu s'est traduit par une réduction du nombre de victimes et, selon les premières indications, par le retour de personnes déplacées et de réfugiés. Cependant, il y a eu une augmentation alarmante des victimes de mines et d'engins non explosés le long de la ligne de contact, puisque les civils y cherchent du bois de chauffage pour le combustible en l'absence de gaz ou d'électricité fiables. En 2016, l'ONU et les ONG prévoient d'atteindre 2,9 millions de personnes considérées comme ayant le plus besoin d'aide et de protection. Les besoins sont d'une telle ampleur qu'aucun acteur ne peut, tout seul, remédier à la situation. Par conséquent, l'ONU et les ONG travailleront de concert avec le gouvernement ukrainien, les autorités de facto de Donetsk et Louhansk, ainsi que la Fédération de Russie et d'autres acteurs humanitaires, y compris les communautés locales.

Pour qu'il y ait une réduction réelle des besoins humanitaires en 2016, il est essentiel que les parties au conflit garantissent à l'ONU et aux ONG un accès libre et sans entrave à toutes les personnes touchées. Il est tout aussi important d'assurer la libre circulation des civils et des biens dans toute l'Ukraine.





+ El Niño:

Nécessité d'une préparation accrue

Le phénomène climatique El Niño actuel est susceptible de devenir le plus fort jamais enregistré, dépassant El Niño de 1997/98 qui avait déplacé des millions de personnes dans le monde. El Niño devrait atteindre son intensité maximale d'ici décembre 2015 et continuera d'avoir des impacts humanitaires tout au long de l'année 2016. L'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Amérique centrale et les îles du Pacifique risquent d'être confrontées à la plus forte augmentation de besoins humanitaires, particulièrement du fait de la sécheresse et des inondations.

El Niño a déjà touché des millions de personnes à travers l'Amérique centrale et les

Caribes, l'Afrique de l'Est et certaines parties de l'Afrique australe, l'Asie et le Pacifique. Une réponse urgente aux besoins humanitaires déjà causés par El Niño est nécessaire. Entre-temps, il existe une période cruciale pendant laquelle une action concertée des gouvernements, des acteurs humanitaires et de développement pourrait atténuer d'autres impacts du phénomène El Niño, sauver des vies et réduire le besoin d'une réponse humanitaire plus importante à un stade ultérieur. Les investissements dans la réduction des risques et de la vulnérabilité seront essentiels au cours des prochains mois.



Collecter suffisamment de fonds pour préserver la vie et la dignité

L'ambition financière émergeant du processus de consultation du Sommet Humanitaire Mondial (WHS) consiste à générer suffisamment de ressources pour préserver la vie et la dignité des personnes. Cela devrait être le minimum de base, mais cela ne suffit pas. Les personnes ont besoin de soutien pour émerger des crises, de sorte qu'ils ne soient pas laissés pour compte, déplacés à plusieurs reprises ou laissés en proie au désespoir, qui ne fera que semer les graines d'une future insécurité.

Mais comment y parvenir si le fossé financier s'élargit? Le diagnostic établi dans le Rapport de synthèse est qu'il n'y a pas de solution simple. Une solution requiert une série de mesures qui nécessiteront d'abord un changement dans la façon d'aborder les catastrophes naturelles et les crises prolongées, notamment dans les pays à revenu intermédiaire. Il est nécessaire de supprimer les divisions traditionnelles entre l'action humanitaire et le développement à plus long terme, pour baser l'assistance sur les besoins des communautés et

utiliser la résilience comme principe sous-jacent. Trois séries de mesures ont été dégagées:

Exploiter diverses sources de financement. La finance humanitaire internationale actuelle ne constitue qu'une partie du financement disponible pour répondre aux risques humanitaires. Il est nécessaire de comprendre et de mieux utiliser la gamme complète des ressources: les budgets nationaux, les contributions multilatérales et bilatérales, les envois de fonds, l'assurance, le secteur privé et le grand public, y compris le financement social islamique. Cela nécessite une meilleure transparence, un suivi et un courtage.

Utiliser la bonne combinaison d'instruments financiers pour chaque situation. Cela implique d'affecter les finances humanitaires internationales là où elles sont les plus nécessaires, de renforcer le développement et le financement climatique pour réduire les risques et renforcer la résilience, d'intensifier la protection sociale et le financement des risques, d'engager

une transition vers un financement à plus long terme dans les crises prolongées, de soutenir des investissements pérennes dans les pays d'accueil de réfugiés, et accroître le financement direct aux acteurs locaux.

Faire d'avantage avec l'argent disponible. Cela comprend le renforcement de la transparence des coûts des opérations, l'augmentation de l'aide sous forme de fonds en espèces, un accent plus marqué sur la préparation aux risques, la facilitation des règles et la réduction des coûts de transfert de fonds dans les situations de crise et l'atténuation des conséquences négatives de mesures antiterroristes.

Ces résultats et ceux du Panel de haut niveau sur le financement humanitaire contribueront aux recommandations pour le Sommet humanitaire mondial (WHS). Le Secrétaire général de l'ONU présentera la vision au début de l'année prochaine, avant la réunion d'Istanbul prévue en mai 2016.

CERF: Le Fonds central d'intervention d'urgence

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est l'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces pour soutenir une réponse humanitaire rapide et venir en aide aux personnes touchées par les catastrophes naturelles et les conflits armés. Le fonds qui est géré par le Coordonnateur des secours d'urgence, reçoit toute l'année des contributions volontaires des bailleurs de fonds. Cet argent est mis de côté pour une utilisation immédiate dès qu'une urgence survient, lorsque les situations qui se dégradent rapidement ou lors de crises prolongées qui ne parviennent plus à attirer suffisamment de ressources.

Le CERF alloue des fonds pour les activités de secours sur la base des besoins identifiés par les partenaires humanitaires grâce à des processus de priorisation inclusifs dans les pays. En outre, le CERF améliore la réponse humanitaire en renforçant la coordination, les partenariats et le leadership.

En 2015, le CERF a renforcé les capacités du système humanitaire en allouant plus de 450 millions USD à plus de 40 pays. Avec le soutien des fonds du CERF, les partenaires

humanitaires fournissent chaque année de la nourriture à environ 9 millions de personnes, des abris d'urgence à plus d'un million de personnes et apportent une assistance en eau et en assainissement à quelque 8 millions de personnes.

Les processus du CERF sont étroitement alignés sur le cycle de programmation humanitaire et sont fondés sur les besoins identifiés au sein des aperçus des besoins humanitaires et des stratégies pays et secteurs articulés dans les plans de réponse humanitaire.

Les agences, fonds et programmes des Nations Unies et l'OIM sont les bénéficiaires directs des subventions du CERF, mais les ONG ont également accès au financement du CERF en tant que partenaires d'exécution. Chaque année, environ 20 pour cent du financement du CERF sont accordés aux partenaires d'exécution en tant que sous-subvention, y compris quelques 10 pour cent qui parviennent aux ONG locales et aux gouvernements. Les ONG jouent également un rôle important lors de l'établissement des priorités, la fourniture de l'aide et la réalisation des activités soutenues par le CERF.

Fonds de financement commun pour les pays (Country-Based Pool Funds - CBPF)

Les fonds de financement commun pour les pays (CBPF) sont des instruments de financement humanitaires multi-donateurs mis en place par le Coordonnateur des secours d'urgence. Ces fonds humanitaires novateurs permettent aux gouvernements et aux donateurs privés de mettre en commun leurs contributions pour une urgence spécifique. Les CBPF sont gérés par OCHA au niveau des pays, sous la direction du Coordonnateur humanitaire. Ils complètent d'autres sources de financement, leur utilisation est dictée par la situation sur le terrain et ils sont alignés sur les plans de réponse humanitaire du pays. Cela garantit la disponibilité d'un financement plus flexible, mieux coordonné, inclusif et axé sur les besoins, notamment par une priorisation des besoins par les partenaires humanitaires au niveau local qui sont les plus proches des personnes dans le besoin.

Les CBPF offrent l'opportunité d'un financement rapide pour permettre la mise à l'échelle des opérations humanitaires, combler les lacunes graves et renforcer les partenariats avec les organisations d'aide, y compris les ONG locales et internationales. De cette façon, les CBPF peuvent également être utilisés pour compléter les CERF et permettre la mise en œuvre des activités de relèvement et de résilience, permettant ainsi à ensemble des instruments de développement d'entrer en jeu. Sur les 411 millions de dollars décaissés par les CBPF au cours du troisième trimestre de 2015, 61 pour cent sont allés à des ONG, y compris 17 pour cent aux ONG locales. OCHA gère actuellement des fonds communs dans 18 pays. Les CBPF ont reçu plus de 2,2 milliards USD de contributions depuis 2011.

CARACTERISTIQUES DU FTS

BETA

LA NOUVELLE PLATEFORME DU FINANCIAL TRACKING SERVICE (FTS)

Le Financial Tracking Service (FTS - Service de surveillance financière) trace les flux de l'aide humanitaire depuis 1992. L'équipe FTS travaille sur un nouveau site Web en vue de rendre les données et les informations plus accessibles aux utilisateurs. FTS Beta fonctionnera parallèlement au site Web FTS actuel durant le premier semestre 2016 tandis que son contenu, sa fonctionnalité et l'architecture sous-jacente de ses données continueront d'être développés. Votre feedback est crucial pour nous aider à façonner le futur site et le service en ligne - faites-nous savoir ce que vous en pensez.

Parcourir et découvrir

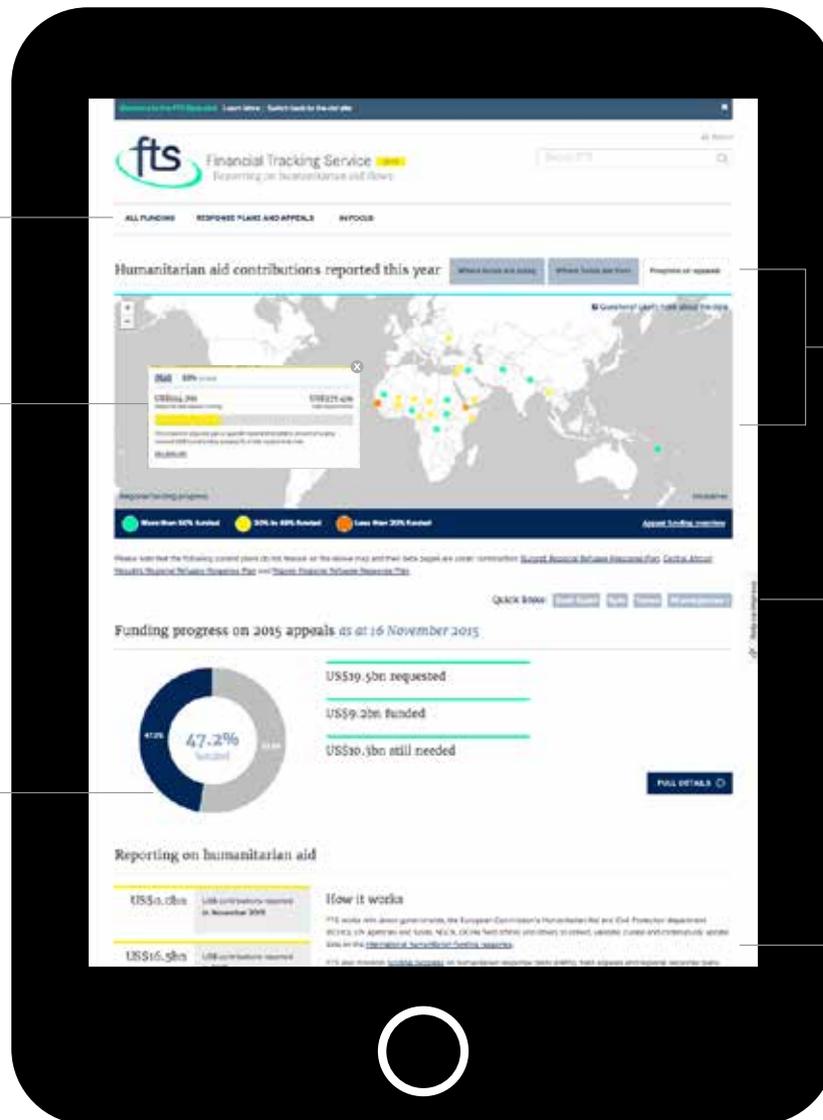
Naviguer une série de données et graphiques téléchargeables, de FAQs et d'articles spécifiques.

Pop-ups

Accéder rapidement aux données clés des opérations, par plan / appel, donateur et pays affecté.

Données & infos en un coup d'œil

Accéder, réutiliser et partager les graphes et les tableaux.



Design adapté

Visualiser le site sur votre smartphone, tablette ou ordinateur.

Cartes interactives

Accéder à un aperçu rapide du financement actuel des plans de réponses et des appels, et des flux de financements en général.

Feedback

Partager vos commentaires généraux ou sur des éléments spécifiques.

Se renseigner sur le rapportage et s'impliquer !

Visitez

ftsbeta.unocha.org

et dites-nous ce que vous en pensez!



Guide de la contribution

CONTRIBUTION AU PLAN DE REPOSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaire de chaque pays, le plan de réponse humanitaire et les rapports de suivi et faire une contribution directe aux organisations participant au plan, veuillez consulter :

www.humanitarianresponse.info

FAIRE UN DON PAR L'INTERMEDIAIRE DU FONDS CENTRAL D'INTERVENTION D'URGENCE (CERF)



Le CERF représente l'un des moyens les plus rapides et les plus efficaces pour soutenir une rapide réponse humanitaire.

Le Fonds assure un financement immédiat pour l'action humanitaire permettant de sauver des vies au début des situations d'urgences et pour les crises n'ayant pas attiré suffisamment de financements. Les contributions peuvent être faites tout au long de l'année, essentiellement des gouvernements mais aussi de sociétés privées, de fondations, d'associations caritatives et d'individus. Des renseignements complémentaires sur le CERF et la manière de contribuer peuvent être consultés sur :

www.unocha.org/cerf/donate

FAIRE UN DON PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN FONDS HUMANITAIRE COMMUN (CBPFs)



Les Fonds humanitaires communs (CBPFs) sont des instruments novateurs de financement humanitaire qui permettent aux gouvernements et aux donateurs privés de grouper leurs contributions en réponse à une situation d'urgence spécifique. Les CBPF fournissent un financement rapide pour combler les lacunes critiques, renforcer les opérations humanitaires et les partenariats avec les organisations d'aide, y compris les ONG locales et internationales.

Pour de plus amples informations sur les CBPFs et la manière d'y contribuer, veuillez consulter: www.unocha.org/what-we-do/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds

ou prendre contact avec M. Luke McCallin à l'adresse: ocha.donor.relations@un.org; ou encore M. Andrea De Domenico à l'adresse: dedomenico@un.org

SECOURS EN NATURE



Les Nations Unies exhortent les donateurs à faire des dons en espèces plutôt qu'en nature, dans un souci de rapidité et de flexibilité et pour s'assurer que l'aide la plus nécessaire corresponde à ce qui effectivement distribué. Si vous ne pouvez offrir que des contributions en nature en réponse à des catastrophes naturelles et à des situations d'urgence, veuillez contacter : logik@un.org

ENREGISTREMENT ET RECONNAISSANCE DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le FTS qui organise, valide et publie toutes les contributions financières rapportées (en espèces, en nature, multilatérales et bilatérales), notamment aux plans de réponse humanitaire et régionaux. De nombreuses agences donatrices, récipiendaires et d'exécution font régulièrement rapport de leurs contributions à travers des points focaux désignés chargés des rapports. Pour plus de détails, veuillez consulter FTS Beta : ftsbeta.unocha.org.



OCHA

United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs